

FASCISME SOCIAL ET SOCIAL-FASCISME: de la comédie politique française



Actuellement, le paysage politique français, confus et mouvant présente plusieurs tendances déconcertantes à première vue.

D'un côté une double évolution des mouvements fascistes, vers une réappropriation des thèmes traditionnellement attribués à la gauche, un glissement social et sociétal apparent.

Marine Le Pen incarne la version sociétale la plus médiatisée de cette évolution. Désormais, la politicienne appuie sa désignation des boucs émissaires restés les mêmes qu'autrefois, les immigrés, non plus sur la dénonciation raciste pure, mais sur une prétendue défense des libertés des minorités et des faibles : l'immigration menacerait en vrac les ouvriers et leurs conditions de travail mises à mal par la possibilité d'embaucher à moindre coût des sans-papiers, les femmes brimées dans leur liberté par les délinquants arabes et noirs, et par les islamistes. Les valeurs soi-disant portés par les « immigrés » menaceraient aussi la liberté de penser détruite par l'intrusion des religions communautaires à l'école, dans nos assiettes, dans la rue...

La nation forte et le patriotisme exacerbé ne seraient plus la réaction, mais la solution progressiste aux OGM, au capitalisme mondialisé, à la mal bouffe du Mc Do et au hallal du Quick.

Mais le Front n'est plus l'unique formation d'extrême droite médiatisée : d'autres figures de Soral à Dieudonné incarnent, eux une sorte d'extrême gauche fasciste, à la fois violemment antisémite mais avec des références qui sont aussi celles de l'extrême gauche classique : le soutien aux régimes sud américains de Chavez et Moralès, le soutien aux luttes sociales et au « syndicalisme révolutionnaire », l'affichage d'un prétendu anti-impérialisme, la défense de la liberté d'expression absolue contre la « censure », l'antisarkozysme...

Nous avons analysé concrètement les [fondements théoriques de ces glissements pratiques](#) à propos d'une grève britannique qui sert de référence à une partie des fascistes français aujourd'hui, notamment ceux regroupés autour de Serge Ayoub, Michel Drac et des anciens d'Égalité et Réconciliation, dont Sébastien Derouen, adoubé par Gollnisch qui a préfacé son livre.

Ce double glissement se traduit concrètement et synthétiquement par des formes inédites d'apparition médiatique de l'extrême droite : En 2009, le Fn publie une affiche avec un portrait et une citation de Jean Jaurès, sur « le patriotisme, dernier refuge de ceux qui n'ont plus rien ». Lors de la campagne des élections présidentielles de 2007, Les discours de Jean-Marie Le Pen rédigés pour partie par Alain Soral reprenaient toutes les thématiques de la gauche, et récemment Marine Le Pen s'est brusquement déclarée pour la retraite à 60 ans, alors même que le programme affiché sur le site du Front disait encore l'inverse.

De l'autre côté de l'échiquier politique, le glissement prend également deux formes : la droitisation absolue d'une partie de la social-démocratie, et conjointement le raidissement autoritaire et populiste de formations qui se prétendent d'extrême gauche.

En Allemagne des politiciens du SPD virent au racialisme ouvert ([voir notre article sur Théo Sarrazin](#)), en France des élus du PS n'hésitent pas non plus à diviser leur population en « Blancs » et « non-Blancs » comme Manuel Valls en ballade électorale sur son marché, et à renchérir sur l'UMP sur la condamnation d'une partie des révoltes populaires (émeutes sociales en banlieue en 2005, soutien affiché à la réforme des retraites par une partie du PS en 2011). La surenchère porte aussi sur l'utilisation de faits divers pour en appeler à plus de répression anti-prolétaire sur le terrain, notamment la militarisation de la gestion des « mineurs délinquants », l'entrée de policiers à l'école, la généralisation du contrôle des espaces urbains notamment par la vidéo surveillance, mais aussi [la](#)

[stigmatisation de certaines parties de la population](#), définies uniquement par leur origine, comme les Roms .

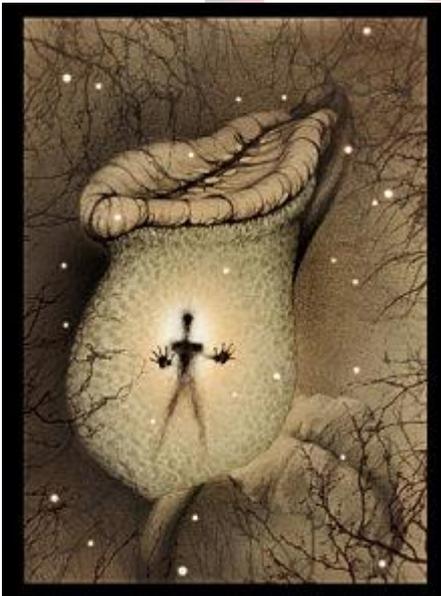
Dans le même temps une partie des politiciens de longue date de la social-démocratie prend son autonomie des appareils classiques et opère un virage qu'ils définissent comme de gauche, mais qui par bien des aspects les amène effectivement à rejoindre les approches de l'extrême droite .

Certes Jean-Luc Mélenchon, notable socialiste des plus ordinaires dans son parcours père accompli grâce à ses appuis mitterrandiens se peint brusquement en rouge vif : l'ex-directeur de cabinet, l'ex-sénateur , l'ex-directeur de la revue officielle du PS s'affuble du triangle rouge des victimes communistes du nazisme, dont la vie politique fut naturellement toute autre.

L'ex-ministre du gouvernement Jospin, qui à ce jour a plus privatisé que l'UMP, prône désormais une révolution « nationale » par les urnes.

Mais au sein du Front de Gauche, l'apport de membres du MRC de Chevènement, ultra-patriotique et coutumier des propos choc contre les jeunes et les immigrés , bien avant Zemmour n'est pas anodin. Pas plus que la référence aux régimes autoritaires de Chavez et Morales actuellement engagés dans la répression brutale du mouvement ouvrier. Pas plus que sa défense de la Chine ou de Cuba.

Mélenchon reprend aussi les méthodes des fascistes : à propos de la loi criminalisant le port du voile intégral il qualifie celui-ci d'accoutrement « obscène », ce qui fait écho à l' « attitude racoleuse » que symbolisait selon lui la candidate voilée du NPA. Loin d'être seulement une défense de la laïcité, son discours, préparé comme ceux de tous les politiciens par ses communicants, fait écho aux sites fascistes les plus répugnants qui accusent les musulmanes d'être d'hypocrites salopes, souvent accompagnées de « caricatures » présentant un visage voilé accolé à un corps d'actrice du porno.



De même sa mise en scène avec le triangle rouge joue exactement sur le même registre que celles de l'extrême droite, et particulièrement celle de Dieudonné et de son acolyte déguisé en déporté juif : provocation malsaine, et banalisation du fascisme réel et de son histoire. Ce n'est pas un hasard si cette mise en scène est intervenue en même temps que des déclarations sur le communautarisme juif et la [rituelle dénonciation du CRIF](#), si elle intervient aussi alors que les troupes du Front de Gauche et du P « C » F se retrouvent en masse dans les initiatives contre le Diner du Siècle , censé incarner l' « oligarchie » dirigeante du capitalisme « mondialisé », aux côtés de l'extrême droite qui a toujours privilégié ce type de dénonciations partielles, parce qu'elles évitent toute attaque de la bourgeoisie dans son ensemble.

D'un côté donc , l'émergence d'un fascisme « social », de l'autre le glissement d'une partie de la gauche radicale vers un « social-fascisme ». Au centre, une social-démocratie de plus en plus violemment anti-sociale et réactionnaire.

Le paysage politique donne donc l'impression superficielle d'une spirale infernale et sans issue : le racisme, l'antisémitisme, le patriotisme et le chauvinisme exacerbé sont partout sur l'échiquier politique de gauche, tandis que l'extrême-droite semble réussir son offensive « sociale » en direction du peuple et même de certaines minorités.

Si l'on adopte uniquement une analyse idéaliste des phénomènes, sans se pencher sur les rapports de classe qui provoquent l'émergence de telle ou telle superstructure politique, on ne peut rien comprendre, parce que l'on ne tient pas compte du facteur principal, de la cause première de ces phénomènes, de l'objectif rempli par les formations politiques dominantes : le combat contre la force qui pour l'instant n'a pas de parti, celle du prolétariat dont la conscience révolutionnaire se forge dans les luttes et les affrontements de classe de ces dernières années.

Fascisme social et social-fascisme ont la même utilité pour la bourgeoisie : la tentative de destruction de l'intérieur du mouvement de classe, dans la phase où il est à la fois extrêmement puissant et terriblement fragile, celle où les prolétaires ont développé une conscience suffisante pour identifier l'ennemi bourgeois et le combattre, mais n'ont pas encore la conscience nette de leur autonomie, et de la nécessité absolue de prendre la direction de leur propre mouvement pour détruire totalement le mode de production capitaliste.

Cette situation a été celle d'autres moments pré-révolutionnaires, raison pour laquelle, un retour est nécessaire sur d'autres mutations accomplies par les mouvements fascistes, par les directions corrompues du prolétariat, par la social-démocratie. L'exemple de l'Italie, où les fascistes ont accompli cette mutation depuis quelques années déjà, celui de l'Allemagne des années 30, celui des références sud-américaines récentes rapproché de celui de la Chine, permettent de tirer des leçons concrètes pour la France d'aujourd'hui.

L'Italie et le « post-fascisme », derrière le masque social et sociétal, le fascisme brutal

En Italie, la mutation qui s'opère en France a eu lieu il y a quelques années déjà.

Elle a abouti à la participation au gouvernement de politiques directement issus du parti fasciste originel le MSI. Notamment celle de Gianfranco Finni.

Ce journaliste de profession devient secrétaire national du MSI (Movimento Sociale Italiano - Destra Nazionale), parti fasciste au sens littéral du terme se référant à Mussolini.

Finni déclare ainsi dans les années qui suivirent son élection à la tête du parti que « Personne ne peut nous demander d'abjurer notre matrice fasciste » (Janvier 1990), que « Mussolini a été le plus grand homme d'État du XXème siècle, et s'il vivait aujourd'hui, il garantirait la liberté des Italiens » (1991), que « ...Celui qui a été vaincu par les armes mais non pas par l'histoire est destiné à goûter à la douce saveur de la revanche... Après presque un demi-siècle, le fascisme est idéalement vivant. »,

Comprenant que cette référence perpétuelle au fascisme originel flattait une partie infime des italiens nostalgiques mais pas la majorité, il entreprit une rénovation politique entreprise et symbolisée par le changement de nom du parti en une Alliance nationale. En recentrant son parti, il tente de solder son passé fasciste.

Le post-fascisme qu'il revendique consiste à abandonner toute référence au fascisme traditionnel, considéré dorénavant uniquement comme une référence historique, et à faire de l'Alliance nationale, un nouveau parti apparemment de droite modérée. Il y réussit car de 2001 à

2006, Fini est vice-président du Conseil des ministres, dans le second gouvernement de Silvio Berlusconi. Il prend également le portefeuille des Affaires étrangères en novembre 2004.

En 2004 puis en 2006, il rédige les préfaces italiennes des livres de son ami Nicolas Sarkozy (La République, les religions, l'espérance et Témoignage). Il devient un personnage fréquentable pour l'ensemble des politiciens de droite.

En 2009, « L'Alliance nationale » se dissout dans un parti plus important (Le peuple de la Liberté) dirigé par Berlusconi. Rattrapé par le carriérisme et espérant que les affaires de Berlusconi coulent ce dernier, Fini espère récupérer le poste de président du Conseil des ministres au cas où Silvio Berlusconi déciderait de se retirer.

Comme Marine Le Pen, Gianfranco Fini a désorienté la gauche traditionnelle en adoptant des positions inattendues sur certains sujets : il n'a pas hésité par exemple à soutenir l'autorisation de l'insémination artificielle contre le Vatican, et prend également position pour le vote des étrangers présents depuis plus de cinq ans aux élections locales.

Il a également effectué un virage apparent sur ses positions concernant l'international, en soutenant publiquement les Etats Unis après le 11 septembre, au nom du « choc des civilisations ».

Cela a donné lieu à de nombreuses scissions et à l'émergence d'autres mouvements se présentant comme restés fidèles à l'héritage fasciste, prétendument « anticapitaliste » et « anti système ».

En apparence, ces mouvements, et notamment l'expérience Casa Pound, par exemple sont à l'opposé de leurs ex-camarades, adeptes d'un capitalisme débridé mais aussi d'un certain libéralisme « sociétal ». A l'inverse, les fascistes de Casa Pound, maintiennent un discours très réactionnaire contre les minorités, sur le statut de la femme, des homosexuels, sur les méfaits du métissage, et développent un aspect « social », qui se traduit en Italie par l'ouverture de squats, par diverses activités caritatives, par l'investissement du champ culturel et sportif.

C'est un peu le même schéma qui se dessine en France avec d'un côté le Front National qui tend vers une intégration à la droite de gouvernement, et de l'autre une multitude de groupes fascistes avec une forte apparence « sociale », qui se développent de manière exponentielle.

Penser que ces mouvements sont contradictoires et opposés est une erreur d'analyse, fondée sur un idéalisme superficiel : en réalité, les uns se nourrissent des autres, dans un effet boule de neige permanent.

La dimension sociétale libérale de politiques comme Marine Le Pen ou Fini permet d'agréger une partie de la classe moyenne, profondément anti-communiste et chauvine, mais membre à un degré ou un autre de minorités opprimées par ailleurs : les femmes, notamment. La société a évolué, certains fascistes s'adaptent à cette évolution.

De l'autre, la conscience de classe se développe dans le prolétariat et par ricochet également dans d'autres parties de la classe moyenne, chez les victimes de la crise économique, « précaires » du savoir qui ne peuvent plus prétendre au statut social des générations antérieures, notamment.

Les mouvements comme Casa Pound correspondent à cette situation sociale de crise économique.

Le fascisme, loin de s'affaiblir par ses divisions apparentes étend en fait son influence.

Et ces divisions ne sont que de surface : en France comme en Italie, l'existence de partis d'extrême-droite participant au système politique classique, disposant de tribunes médiatiques importantes et de financements publics, profite également aux composantes du mouvement plus marginalisées : sociologiquement, les adhérents de ces mouvements y adhèrent très rarement de manière directe, et la plupart passent d'abord par les grands partis, qui leur permettent de connaître ensuite les mouvements disposant de moins de visibilité.

Derrière les oppositions de façade, il y a de toute façon une solidarité organique importante entre les deux composantes du mouvement.

Casa Pound par exemple bénéficie de subventions de la Mairie de Rome, ce qui est possible



parce que le maire , Alemano est membre du parti de Finni : le « post fasciste » voit fort bien l'utilité des fascistes assumés de Casa Pound... Et les anti-système de Casa Pound ne crachent pas sur les subventions...

En France, l'alliance entre des notables comme Jacques Bompard, maire d'Orange et se présentant désormais sous le visage d'un homme de droite respectable et le Bloc Identitaire, est un autre exemple de cette collaboration.

Depuis l'accession de Marine Le Pen, le respectable notable Bompard se rapproche du Parti de La France de Karl Lang, qui a agrégé dans sa nébuleuse les nationalistes autonomes, étiquetés « vilains garçons indépendants et incontrôlables », et dont la [principale activité](#) consiste à s'attaquer violemment aux minorités et aux militants du mouvement de classe...

Derrière les vitrines manifestement différentes du fascisme « sociétal » et du fascisme « social », il ya donc bien le fascisme tout court : anticapitalisme de façade, et accord total sur le terrain pour la répression brutale du prolétariat.

Le social-fascisme, ou le « socialisme des imbéciles »...

En France, historiquement, s'il a toujours existé des courants fascistes se revendiquant d'un anticapitalisme de façade, il y a toujours eu également une partie du mouvement révolutionnaire et de ses militants pour glisser peu à peu vers le fascisme traditionnel.

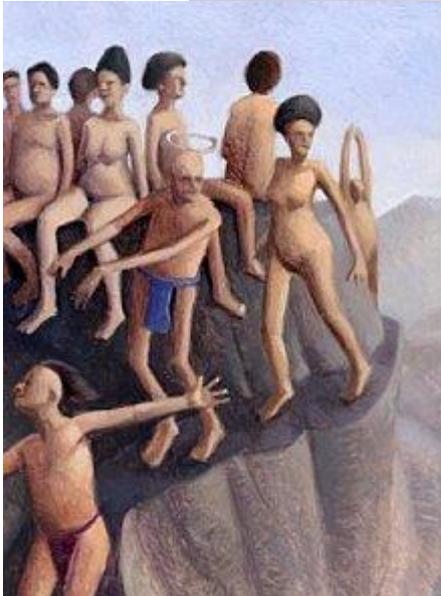
Les exemples les plus connus sont ceux du syndicaliste révolutionnaire Georges Sorel au 19ème siècle qui glisse vers le pré-fascisme au début du 20ème et sera une des références mussoliniennes, puis Doriot et le Parti Populaire Français au 20ème. Par le passé, ces mouvements ont réussi à entraîner une fraction non négligeable de la petite-bourgeoisie et du prolétariat , mais se sont tous dissous dans les matrices fascistes issues de l'extrême droite.

Cependant, une nouvelle donne historique a vu le jour : l'émergence internationale de régimes institués à l'issue d'une période révolutionnaire, des gouvernements portés au pouvoir par le peuple

et sa fraction prolétaire mais qui ont ensuite dégénéré, tout en conservant une parure « socialiste » ou « communiste » ou avec des valeurs clairement de « gauche » (exaltation du travail industriel, de l'ouvrier, du paysan, prétendue égalité des sexes...). Parfois un parti « communiste » dirige le pays (république populaire de Chine depuis 1976 et dès les prémices ces 1974), parfois une idéologie « communiste » se voit vidée de sa substance et substituée par une autre (principe du Juche en Corée du Nord), parfois un parti clandestin illégal mafieux et clanique, sous couvert de lutte de classe et de renversement du pouvoir, organise un génocide (khmers rouges).

Beaucoup de gens pensent que le régime chinois d'aujourd'hui est dans la continuité de la Chine de Mao. En réalité, celui-ci avait bien compris que le destin de la révolution dépend des masses, pas d'un leader miraculeux et avait analysé très lucidement l'évolution possible des événements et du PC chinois

« Si, en l'absence de ces mouvements [de lutte de classe] on laissait se déchaîner les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments et les génies malfaisants, tandis que nos cadres fermeraient les yeux et que nombre d'entre eux n'opéreraient même pas de distinction entre l'ennemi et nous, mais collaboreraient avec l'ennemi, se laissant corrompre, démoraliser et désunir par lui, si nos cadres étaient ainsi entraînés dans le camp ennemi ou si l'ennemi parvenait à s'infiltrer dans nos rangs, et si beaucoup de nos ouvriers, paysans et intellectuels se laissaient aussi séduire ou intimider par l'ennemi, alors il se passerait peu de temps, peut-être quelques années ou une décennie, tout au plus quelques décennies, avant qu'une restauration contre-révolutionnaire n'ait inévitablement lieu à l'échelle nationale, que le parti marxiste-léniniste ne devienne un parti révisionniste, un parti fasciste, et que toute la Chine ne change de couleur ». (Le pseudo-communisme de Khrouchtchev et les leçons historiques qu'ils donnent au monde).



Cette définition dynamique du social-fascisme peut s'appliquer désormais à d'autres régimes : ceux issus des révolutions sud-américaines de ces dernières années, et même aux pays dirigés par des islamistes, mais arrivés au pouvoir à la suite de grandes révoltes populaires : le Hezbollah, le Hamas, le régime iranien ont tous cette spécificité d'avoir un discours « social », de se présenter comme le dernier rempart des pauvres et des exclus.

Les leaders « populaires », de Lula à Morales et Chavez, portés par le mouvement de classe, après avoir pacifié les organisations ouvrières principales, ont entériné la collaboration avec l'impérialisme européen et américain pour Lula, avec des régimes islamistes fascistes pour Chavez et d'autres. Leur rôle actuel est le combat perpétuel contre le combat révolutionnaire des masses, répression meurtrière du mouvement des sans-terre, tentatives d'écrasement des grèves contre la montée du prix des matières premières par Morales. Ces régimes évoluent tous vers une main mise durable et autoritaire qui tend à se substituer à la démocratie de façade mise en place au départ.

L'ensemble de ces régimes présente de manière de plus en plus accentuée au fil du temps des caractéristiques fascistes classiques, notamment une dimension antisémite, mais aussi un

patriotisme exacerbé, la défense de la famille patriarcale traditionnelle, la répression des mouvements des minorités, le recours à des références religieuses ou messianiques.

Dans ce type de régime, la clique au pouvoir développe d'ailleurs toujours les mêmes traits

- 1./ Culte du chef, exaltation du dépassement individuel;
- 2./ Culte de la nation et non de la race.
- 3./ Soumission à l'économie de marché (pour tout ou partie de la population) et renforcement du corporatisme;
- 4./ Fonctionnement en parti unique non démocratique qui se confond avec l'appareil d'Etat (Etat-total);
- 5./ Désignation des boucs-émissaires (états étrangers, grandes familles de la finance...)
- 6./ Refus de l'intellectualisation et de la culture (dite bourgeoise, n'admet pas la contradiction)
- 7./ Recherche de conquêtes territoriales ou d'hégémonie hors frontière.

Une fois ce retour fait sur la situation internationale, il n'y a donc aucun scandale à qualifier les responsables et les mouvements d'extrême gauche qui soutiennent ces régimes et les présentent comme révolutionnaires, comme des socio-fascistes.

Qu'il s'agisse de Jean Luc Mélenchon ou de certaines fractions du NPA. Dans notre introduction, nous avons déjà évoqué les traits qui rapprochent le premier de l'approche fasciste.

Mais de manière plus globale, Mélenchon est un bon exemple, dans ses apparitions publiques de ce qui caractérise les socio-fascistes, au pouvoir ou à la conquête de celui-ci

- Populisme : on dit ce qu'on pense que le peuple veut entendre, on parle de football (et on critique le "fric"), de « people » (et on critique le "chic")...
- Antiprolétarisme (caricature du populo) : on parle mal avec véhémence en pensant « parler vrai »: erreurs de syntaxes, gouaille...
- Culte d'un leader-sauveur : on met en avant un « homme providentiel » capable de redresser la gauche moribonde, sur une liste unitaire, une gauche "vraiment de gauche";
- Manichéisme : on ne fait des pas distingo, ou l'on est contre la gauche incarné par le leader ou on est « de droite » ou « stalinien ».
- Culture de la persécution : les journalistes déforment toujours les propos, c'est pour cela que le peuple n'entend pas les arguments, les gens ne lisent pas les ouvrages du leader donc ne comprennent pas le programme...
- Dénonciation des élites et des grands dirigeants et non du système économique : on ne cible pas le mode de production capitaliste mais on s'en prend aux grands financiers qui font dérailler le système, aux grandes familles de la finance
- Provocation : on crée le spectacle par des mises en scène provocante. On arbore des signes distinctifs, on joue à la meilleure « petite phrase ».-relativisme historique : on critique le communisme comme un errement fasciste, mais on salue la valeur des militants d'alors.

Mais alors, quel est le rôle historique des socio-fascistes en France ? Chacun aura compris qu'il est peu probable que le Front de Gauche prenne le pouvoir prochainement, et rien n'indique que Mélenchon ne répondra pas éventuellement à l'appel de la social démocratie, pour participer à un gouvernement de gauche ordinaire.

Mais la question n'est pas celle des destins individuels mais celle de la force collective qui s'incarne dans la superstructure collective. Les tenants du fascisme social recrutent prioritairement dans les couches moyennes, et parviennent rarement à corrompre massivement les mouvements prolétaires. Les socio-fascistes eux sont à l'intérieur du mouvement ouvrier et leur discours est prioritairement dirigé vers le prolétariat en lutte : dans un texte récent à propos des révolutions égyptiennes et

tunisiennes , Jean Luc Mélenchon décrit très précisément le mensonge historique qu'il cherche à diffuser

"Toute la table politique est rasée. D'énormes partis sont rayés de la carte du jour au lendemain et la politique se recompose absolument en dehors d'eux. Cette description sommaire de l'extérieur s'accompagne d'un fait intérieur qui les différencie des schémas du manuel socialiste des deux siècles précédents. Ce ne sont pas les usines le point de départ de la lutte. Ni le lieu de l'organisation du double pouvoir qui s'instaure des jours durant. Ce sont les localités. Villages en entier ou quartier de villes. Et c'est l'Agora, la rue principale ou la place centrale, le lieu où la révolution se concentre et résume l'impuissance du pouvoir établi à en venir à bout. La révolution est, dans sa forme comme dans son contenu, urbaine. Liée à l'interdépendance du grand nombre concentré sur un territoire .La souveraineté populaire est la question numéro un sans laquelle aucune autre ne peut être réglée. Désormais la révolution socialiste est citoyenne dans sa méthode comme dans sa finalité. Cela signifie que la forme du lien social émancipateur nouveau est civique. Dans ce contexte, les événements de Tunisie et d'Egypte ne confirment ni n'infirmement aucune thèse antérieures. Ils les refondent toutes. "

Derrière le salmigondis citoyeniste, quel est le sens de cet extrait : les ouvriers et le prolétariat ne peuvent en aucun cas revendiquer le pouvoir économique et politique, ils doivent se soumettre à des organes issus d' « assemblées de villes ou de villages », parfaitement interclassistes. La « souveraineté populaire », dans ce contexte qu'est ce que c'est ? Exactement ce qui s'est imposé en Amérique Latine, une clique toute dévouée aux intérêts de la bourgeoisie, qui préserve ses intérêts par la force, se fonde sur des leaders dont le discours démagogique s'adresse à la petite bourgeoisie qui cherche à préserver ses intérêts immédiats . Le tout avec une apparence révolutionnaire qui masque la brutalité fasciste exercée contre les prolétaires qui réalisent qu'ils ont été dupés.

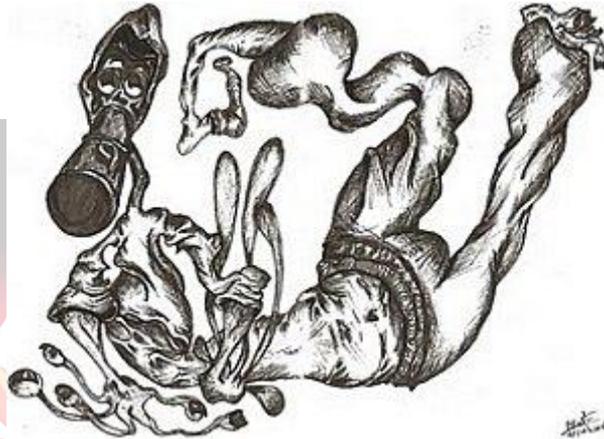
Ceci n'est évidemment possible qu'en propageant un nationalisme exacerbé: dans son dernier bouquin, Mélenchon rêve ainsi d'une France augmentée de la population wallonne si la Belgique scissionne, et fait l'éloge de "notre" puissance de feu nucléaire...

« Refondre toutes les thèses antérieures, n'en confirmer, ni n'en infirmer aucune » ?



On retrouve là très exactement la 3ème voie défendue par les tenants du fascisme social : Marx a eu en même temps tort et raison, dit Alain Soral, nous sommes à la fois anticapitalistes et anticommunistes répètent les nationalistes autonomes...Et au Front de gauche, comme à Egalité et Réconciliation, cela aboutit dans un premier temps à dénoncer la « mondialisation » opposée à la « nation protectrice » puis dans un second à dénoncer les « agents de la mondialisation », au lieu de s'attaquer à toutes les bourgeoisies. Puis inévitablement au chauvinisme (ainsi Mélenchon dans ce même texte dénonçait-il les « américains ») et à l'antisémitisme (voir Chavez) et dans le même temps à la collaboration de classe. A l'intérieur du mouvement de classe, la fraction social-fasciste se maintient et exerce une influence dans les rangs prolétaires grâce à la virulence et au radicalisme de façade : mais elle se dresse inmanquablement contre toutes les manifestations d'autonomie de la classe ouvrière, avec une brutalité sans fards.

Un très bon exemple est donné en France par la mouvance qui tourne autour du site Bellaciao : positionnement à gauche de la gauche, sympathie affichée pour le Front de Gauche et soutien aux régimes d'Amérique Latine. Son ouvriérisme apparent lui attire la sympathie de nombreux acteurs des mouvements de classe. Mais à côté de l'audience donnée aux luttes d'entreprise, le site se fait également le relais de la propagande antisémite la plus délirante, et prend la défense de toutes les contre offensives internes sur les luttes : ses animateurs et contributeurs ont soutenu par exemple l'attaque violente du SO de la CGT contre les sans-papiers qui occupaient la Bourse du Travail.



Quels que soient les destins personnels ou celui des organisations spécifiques, en période de crise économique et d'offensive prolétaire face à l'exploitation de plus en plus brutale qui en découle, fascisme « social » et social-fascisme tendent à se rejoindre idéologiquement et pratiquement jusqu'à la synthèse.

Dans les deux cas à aucun moment, le mode de production capitaliste est mis en cause, à aucun moment on ne parle de la lutte de classes comme autre chose qu'un épiphénomène qui doit être subordonné à des intérêts supérieurs. En effet les deux groupes sont tous deux issus de la bourgeoisie et tous deux veulent récupérer le mode de production capitaliste en l'amendant à la marge soit par la production locale, soit par une nationalisation de certains secteurs d'activité.

A force de converger l'un vers l'autre fascisme « social » et social-fascisme ne vont pas toiletter leurs propositions politiques vers le centre timoré et devenir des partis démocrates. Ils vont tous deux se mouvoir dans une spirale où l'un va surenchérir sur l'autre .Le fascisme « social » en France est un moment de la montée en puissance du fascisme pour trouver plus de débouchés électoraux. Le social-fascisme en France c'est vouloir présenter une alternative « radicale » de gauche avec des fondements bourgeois et en plagiant les thématiques sécuritaires et identitaires (être un « bon » républicain, savoir défendre sa « nation »...).Hormis la force autonome du prolétariat et la prise totale du pouvoir politique et économique, rien ne peut arrêter cette spirale déclenchée par la bourgeoisie justement en réaction à la crise révolutionnaire déjà ouverte.

La tentation social-démocrate ne mène elle non plus nulle part ailleurs qu'au fascisme, quand les deux classes antagonistes en sont au stade de l'affrontement inéluctable. Face à la progression fasciste, face à une lame de fond qui donne l'impression superficielle que tout à tendance à, dériver vers le brun, même le rouge, la tentation du « moins pire » est grande même chez des militants sincères. En France, le mouvement ouvrier reste très attaché au Front Populaire : seulement, l'enseignement officiel et également la propagande des bureaucraties socio-démocrates a totalement travesti ce qu'il fut réellement : le P « C »F notamment pour justifier sa participation aux

gouvernements de « gauche » a transformé ce que fut la dialectique du parti communiste de l'époque en 36 et après.

Le Front Populaire n'a jamais été la collaboration pacifique avec la social démocratie, mais une paix armée : [du 9 février 1934](#) , moment où la base ouvrière social-démocrate répond à l'appel du PC dans la rue, forçant la direction de la SFIO à appeler à son tour à la réaction antifasciste et à l'unité, aux événements de février 1937, où le gouvernement fait tirer sur les militants communistes de Clichy sur Seine qui tentent d'empêcher un meeting fasciste, le Front Populaire reste une contradiction permanente, un affrontement intense dans l'unité.

Pas du tout une collaboration avec la direction de la social-démocratie. Tout simplement parce que la stratégie du Komintern repose sur une analyse des événements européens : s'il est parfois possible de gagner du temps, comme en France, de toute façon, la social démocratie va pencher du côté du fascisme comme elle l'a fait depuis longtemps en Allemagne, à terme, elle ne peut que favoriser son développement en affaiblissant le mouvement de classe.

La théorie stratégique du Komintern, la phrase restée célèbre « Le fascisme et la social-démocratie sont des frères jumeaux », ne sort pas de nulle part : elle est le fruit de l'expérience communiste allemande, celle d'un parti qui naît dans le sang et voit ses dirigeants assassinés peu de temps après sa création par un Ministre du SPD qui s'est allié avec les forces pré-fascistes des corps francs dès 1919.



L'émergence des nazis revient en grande partie à la complaisance du SPD. Le Parti social-démocrate (SPD) se rangea du côté de l'ordre bourgeois en 1914 et devint le pilier principal de l'Etat bourgeois dans la République de Weimar. Après la Première Guerre mondiale, il organisa l'écrasement de la révolution prolétarienne et les meurtres de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Dans les dernières années de Weimar, il appuya le gouvernement d'Heinrich Brüning qui attaqua la classe ouvrière par des décrets d'urgence. La situation du Parti communiste était cependant différente.

Le KPD (Kommunistische Partei Deutschlands) avait été [fondé en 1919](#) en réplique aux trahisons du SPD. Il comptait parmi ses rangs les éléments les plus révolutionnaires de la classe ouvrière et il défendait des objectifs révolutionnaires. En Allemagne, le SPD a participé à différents gouvernements et à la répression sanglante contre les communistes, empêchant systématiquement toute union réelle. La ligne a été la même en Autriche. Ceci a ouvert un boulevard royal offert aux nazis.

Le KPD est alors « coincé » entre le marteau social-démocrate et l'enclume nazie. Les nazis occupent la rue et organisent les masses, principalement les classes moyennes. Le SPD empêche le KPD d'organiser l'ensemble de la classe ouvrière. Le KPD est obligé de conclure « La social-démocratie est votre ennemi. La social-démocratie amène le conciliateur et le ministre du travail au capital des trusts. La social-démocratie a ouvert l'attaque contre les organisations révolutionnaires du prolétariat. La social-démocratie augmente le poids des impôts du peuple travailleur et les cadeaux à l'Etat capitaliste par sacs d'argent. La social-démocratie laisse construire des cuirassés par votre ministère. La social-démocratie est la meilleure troupe de défense pour la bourgeoisie allemande, est le bélier le plus large du fascisme et de l'impérialisme » (13 avril 1929, Le Drapeau Rouge).

Il y a en février 1932 six millions de chômeurs en Allemagne. Le KPD mène alors une lutte sur tous les fronts; les manifestations sont quotidiennes. Les affrontements avec les nazis sont monnaie courante. Les communistes vont jusqu'à porter la contradiction dans les meetings nazis; le slogan du KPD est « attaquer les fascistes là où on les trouve ». En octobre se forme l' « action antifasciste », afin d'élargir encore plus le front. Si les nazis deviennent le premier parti en terme de voix en 1932, dès novembre 1932.

Depuis et jusqu'à aujourd'hui, la social-démocratie n'a jamais changé de stratégie : elle peut appeler à l'antifascisme « formel », elle peut défiler dans la rue contre les fascistes, comme en avril 2002 en France.

Mais lorsqu'il faut agir, choisir et trancher, le choix est vite fait, la destruction du mouvement de classe est toujours prioritaire, quitte à ce qu'elle laisse un boulevard aux fascistes.

Aujourd'hui, de nouveau, la social-démocratie manifeste contre « le racisme » : affolés par la montée en puissance de l'extrême droite, certains antifascistes sincères voient comme un moindre mal le fait de manifester avec SOS Racisme contre un meeting du Bloc Identitaire et de Riposte Laique ou contre le congrès du Front National.

Mais ce faisant, ils redonnent du crédit à une gauche plurielle qui, par ailleurs tient le même discours que le Front National depuis le congrès de Villepinte, aux Manuel Valls ou aux époux Sarrazin en Allemagne. Ils redonnent également du crédit supplémentaire aux émanations du fascisme social : ses militants ont beau jeu, alors de présenter l'antifascisme comme une émanation de la bourgeoisie et de la « gauche caviar ».



Et ceux qui pensent que l'apport des organisations socio-démocrates est l'occasion d'être plus nombreux face aux fascistes oublient qu'il s'agit d'être plus nombreux pour ne rien faire.

En Autriche, en 1934, le parti social-démocrate appelait certes à des manifestations et des protestations « pacifiques » contre la prise du pouvoir des fascistes, mais pour mieux repousser la grève et l'affrontement direct au lendemain jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

Aujourd'hui, dans des pays comme la Pologne ou un mouvement antifasciste autonome et massif a émergé au fil des années, la fraction social-

démocrate a rejoint le mouvement, mais uniquement pour [tenter de transformer les actions de blocage des manifestations fascistes en joyeux défilés pacifiques et totalement inefficaces.](#)

Autonomie, réalisme, intransigeance, optimisme révolutionnaire.

Oui, mais alors, votre front antifasciste revient à ne faire front avec personne ?

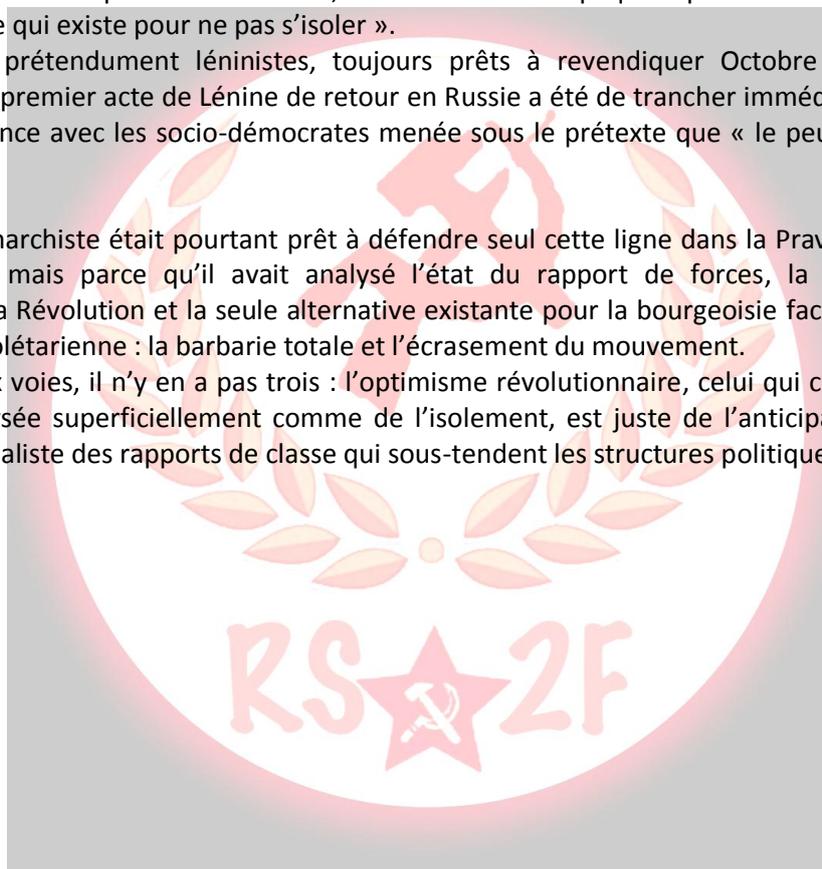
Cette question-là revient tout le temps, sur le mode ironique et dédaigneux, de la part de militants « antifascistes », lorsqu'on pointe leurs incohérences sur le terrain, qui les amènent à tolérer des socio-fascistes parce qu'ils sont « radicaux » ou à s'allier pour la énième fois avec les bureaucraties socio-démocrates syndicales ou politiques.

Les mêmes gauchistes qui vont saluer les révolutions tunisiennes ou égyptiennes et la capacité d'auto-organisation du prolétariat ailleurs, viendront nous expliquer qu'en France, il « faut bien s'appuyer sur ce qui existe pour ne pas s'isoler ».

Les fétichistes prétendent léninistes, toujours prêts à revendiquer Octobre à leur compte, oublient que le premier acte de Lénine de retour en Russie a été de trancher immédiatement avec la politique d'alliance avec les socio-démocrates menée sous le prétexte que « le peuple était avec le PSOD ».

Lénine, l'anti-anarchiste était pourtant prêt à défendre seul cette ligne dans la Pravda : non pas par individualisme, mais parce qu'il avait analysé l'état du rapport de forces, la possibilité quasi immédiate de la Révolution et la seule alternative existante pour la bourgeoisie face à la montée de l'autonomie prolétarienne : la barbarie totale et l'écrasement du mouvement.

Quand il y a deux voies, il n'y en a pas trois : l'optimisme révolutionnaire, celui qui conduit à adopter une ligne analysée superficiellement comme de l'isolement, est juste de l'anticipation fondée sur l'analyse matérialiste des rapports de classe qui sous-tendent les structures politiques .





FABIEN ENGELMANN, ITINERAIRE EXEMPLAIRE D'UN BUREAUCRATE ORDINAIRE

En quelques semaines, beaucoup d'analyses se confirment: l'offensive de l'extrême droite se renforce, et ses soldats passent à une nouvelle étape, l'avancée à visage découvert dans les structures mêmes où évolue aussi le mouvement de classe, les fascistes font le choix du combat frontal pour le contrôle futur de ces structures.

Depuis longtemps, nous avons ici insisté sur le caractère inéluctable de cette avancée, ce que nous appelons la synthèse entre [fascisme social et social-fascisme](#). Nous ne sommes pas devins, mais toutes les conditions matérielles et idéologiques étaient réunies depuis longtemps, pour que se produise cette nouvelle étape, déjà survenue en Angleterre et en [Italie](#).

Pour autant, l'analyse doit être affinée au regard de ces nouveaux développements symbolisés par un jeune militant de 31 ans, qui après huit ans dans des partis d'extrême-gauche se déclare candidat frontiste aux élections cantonales et gagne la première manche en entraînant sa section syndicale CGT avec lui, en Moselle.

On doit également analyser cette avancée fasciste au regard de l'essentiel, l'avancée mondiale du camp de la révolution depuis le mois de décembre, et l'état de peur dans lequel vit désormais la bourgeoisie, face à cette expansion de la conscience de classe du prolétariat, bien loin d'être seulement « arabe », puisque les révoltes touchent également l'Asie et même des pays d'Europe comme la Grèce, ou le mouvement de classe a repris du poil de la bête, tout simplement à cause des victoires emportées au Maghreb.

Le pessimisme ne peut pas être de mise si l'on écarte le cadre de pensée national.

Pas plus que le radicalisme bidon: face à l'affaire Fabien Engelmann, outre ceux qui prétendent qu'il s'agit d'un cas isolé, une seconde attitude émerge à l'extrême gauche. Il s'agit de dire que la CGT est de toute façon pourrie jusqu'à l'os et que tout ceci est une bonne leçon pour les militants ouvriers qui ont choisi d'y rester et de se battre avec cet outil.

En réalité, le mouvement déclenché au moment de la réforme des retraites infirme immédiatement cette analyse: un combat sans merci a eu lieu en interne à la CGT, entre une direction totalement engagée dans le dispositif de collaboration de classe et une base qui souhaitait aller à l'affrontement concret. Cet affrontement a bien eu lieu, tardivement, de manière incomplète mais il a contraint les bureaucrates à adopter une posture inédite, celle de la radicalité sans concessions.

Signe qui ne trompe pas, la présence massive de travailleurs du privé dans la lutte a concerné non seulement les derniers bastions cgtistes du secteur industriel, mais aussi pour la première fois depuis longtemps les travailleurs du bâtiment, des petites entreprises sous-traitantes des grands groupes et une bonne part de précaires du public et du privé.

Pendant et après le pic du mouvement, les unions locales ont fait face à un afflux important de salariés désireux de monter des sections dans leurs boîtes.

La contradiction est donc immense dans un syndicat certes corrompu au sommet, mais aussi dans ses instances décentralisées, mais en même temps resté un outil de la classe qui s'en saisit lorsqu'elle a besoin de combattre: en témoigne aussi la masse des sans papiers qui ont adhéré ces dernières années, contraignant la confédération à faire ce qu'elle avait évité dix ans durant, organiser des campagnes de grève coordonnées.

Le coming out fasciste, notamment celui de Fabien Engelmann doit être analysé dans le cadre de ce combat, de cette contradiction.

Les militants fascistes vont désormais se présenter comme opposés aux directions bureaucratiques toutes issues de la gauche et de l'extrême gauche politique. Ils vont naturellement s'appuyer sur la concurrence entre eux et les bureaucrates socio-démocrates pour légitimer leur posture anti-système.

En réalité , l'exemple du parcours de Fabien Engelmann démontre objectivement que le militant social-fasciste comme le militant social démocrate sont des frères jumeaux dans leur rôle concret au niveau de la lutte de classes, qu'ils sont issus de la même matrice et portés sur le devant de la scène par les mêmes mécanismes de collaboration de classe, qu'ils défendent, les mêmes stratégies suicidaires pour le mouvement ouvrier.

Opportunisme, bureaucratisme, électoralisme : le lait de la social –démocratie nourrit forcément le fascisme.

Le parcours de Fabien Engelmann à l'extrême gauche est-il une « anomalie » ?

Pas vraiment. C'est plutôt l'itinéraire typique d'un gauchiste ambitieux des années 2000. Permanent syndical dans la fonction publique territoriale, candidat à diverses élections pour deux partis successifs, habitué des médias locaux.

Tout ceci va ensemble: la structure de TOUTES les organisations d'extrême gauche est influencée par l'électoralisme et la participation aux institutions de représentation prétendue des travailleurs au travers des syndicats.

Pour être intégré de manière durable à ces structures et grimper les échelons, la condition préalable est, avant toute conviction politique particulière, la reconnaissance de cet électoralisme comme un élément incontournable et incriticable.

Depuis des années donc, en France, dans les partis d'extrême-gauche comme au syndicat, deux types d'investissement personnel sont envisageables: la lutte de classe sans concessions, et donc un combat en externe et en interne contre la bureaucratie.

Ou bien, l'acceptation des « règles du jeu », et l'intégration dans les structures du capitalisme politique.

Vu le nombre de couleuvres à avaler au quotidien, il est bien évident que seuls des militants opportunistes, et soucieux uniquement de leur carrière personnelle peuvent se maintenir à long terme dans la seconde option.

En effet, la participation aux instances démocratiques nationales comme à celles du pouvoir décentralisé ne présente absolument aucun intérêt révolutionnaire ou progressiste: les militants du NPA comme ceux de LO seraient bien en mal de trouver un seul exemple d'avancée significative pour le prolétariat obtenue à l'Assemblée , dans les conseils régionaux ou généraux , ou dans les communes, SANS mouvement de classe et sans rapport de forces externe.

Quant à la prétendue vertu de propagande que représenterait la possibilité de participer au jeu démocratique, qui donne notamment accès aux grands médias et au financement public, les résultats sont là: depuis le début des années 2000, LO, le NPA, mais aussi les bureaucrates du mouvement alter-mondialiste ont eu une audience sans précédent , leurs leaders ont pour certains été érigés en icônes du moment à la télé et dans les journaux.

Cette montée en puissance médiatique s'est TOUJOURS traduite ensuite par une dégringolade spectaculaire de l'audience réelle de ces mouvements, mais aussi par le discrédit populaire sur leurs structures: notamment parce que la personnalisation et la lutte des places consécutives au respect du jeu démocratique ont accentué les rivalités personnelles, dilué le discours révolutionnaire dans une radicalité de façade incohérente et découragé et fait fuir les prolétaires qui souhaitaient réellement s'engager dans la lutte.

Reste des Fabien Engelmann: le fonctionnaire territorial jeune et beau parleur a quitté LO après un score intéressant aux municipales (6 pour cent) qui ne lui a rien apporté personnellement, LO ayant choisi de ne pas entrer dans l'alliance avec la gauche plurielle à ces élections là. Notons tout de même que le jeune « révolutionnaire » s'est inscrit dans un processus de concertation avec le parti socialiste local, dans [l'assemblée « citoyenne »](#) créée par le maire de Thionville.

Il est parti au NPA à la fin des années 2000, juste au moment où cette organisation bénéficiait des faveurs des médias, et se prononçait pour une union de la gauche de la gauche, possiblement rétributrice en termes de gain électoral et donc de places à prendre.

Le jeune carriériste raconte son histoire comme une « affaire de convictions »: il aurait été outré par le choix d'une candidate musulmane ET voilée dans le Vaucluse. Mais dans ce cas pourquoi a-t-il maintenu sa propre présence sur les listes du NPA au lieu de le quitter APRES des élections ou le parti s'est vautré électoralement ?

Comment se fait-il que notre « fervent laïque » ait quitté LO, une organisation aux positions beaucoup plus proches des siennes sur ces questions, puisqu'elle a été à l'origine de la guerre aux jeunes filles voilées notamment à Aubervilliers où ce sont des profs de Lo qui ont mené la bataille pour l'exclusion scolaire ?

Comment se fait-il surtout, que notre « militant de conviction et de cœur » ait fait alors le choix du NPA ?Celui-ci a toujours pris position contre la loi sur le voile, à juste titre, mais s'est aussi compromis avec les autorités religieuses musulmanes, notamment Tarik Ramadan, et s'est rapproché visiblement depuis au moins 2005 d'organisations comme les Indigènes de la République , de mouvements pro-islam politiques comme Europalestine, qui a d'ailleurs appelé à voter NPA, lors de ces régionales où Engelmann était candidat.

C'est donc APRES la déconfiture électorale que Mr Engelmann trouve brusquement insupportable les positions politiques de son parti.

Avant de rejoindre le Front National, le « camarade » passe par le sas Riposte Laïque, mais encore une fois, étrangement, son ralliement officiel , par la publication d'un premier texte , se fait [au mois de juin 2010](#), soit au moment où le mouvement fait irruption dans la sphère médiatique avec l'apéro saucisson-pinard organisé avec le Bloc Identitaire. Il n'est pas question à ce moment là de ralliement au FN , et celui-ci va intervenir , par une heureuse concordance entre les « convictions » d'Engelman et ses gains électoraux possibles, à l'hiver2011 , soit au moment où les sondages prétendent que le Front va faire un carton.

Quel observateur honnête pourrait voir dans ce parcours autre chose que celui d'un simple carriériste plutôt doué ? Fabien Engelman est juste un bon renifleur de tendance.

Pour autant, il n'est en rien un « cas isolé » et cela n'en fait pas moins un fasciste. Il appartient très clairement à une catégorie socio-professionnelle identifiée, celle de la bureaucratie gauchiste et

syndicale, dont le rôle depuis la fin des années 90 est de museler les luttes et de les emmener sur la voie de garage de la collaboration de classe au sein des instances de médiation politique capitalistes. Alors que la lutte des classes prend de l'ampleur, que la conscience révolutionnaire émerge mondialement dans le prolétariat, il est logique que cette petite caste se tourne vers le fascisme pour remplir son rôle historique de contre-révolution, au moment où elle se sent menacée dans ses privilèges par l'autonomie grandissante des prolétaires qui n'hésitent plus à la remettre en cause.

Il ne s'agit plus seulement de détourner et de diluer la colère populaire, de cloisonner les luttes, mais de briser dans l'œuf par la diffusion du racisme et de l'antisémitisme, toute unité réelle du prolétariat.

Les quelques traces officielles du parcours syndical d'Engelmann témoignent du rôle dévolu aux permanents membres de l'extrême gauche : au début du conflit sur les retraites, en mai 2010 Engelmann développe par exemples [des revendications séparées pour la catégorie socio-professionnelle](#) qu'il est censé représenter, alors même que l'enjeu du mouvement et du combat avec la bureaucratie est bien le maintien d'une et d'une seule revendication: retrait immédiat du projet de loi global.

Le syndicaliste « ouvrier » n'hésite pas non plus à parler au nom de ses « camarades » d'Umicore Florange, en 2009 : au printemps 63 ouvriers apprennent leur licenciement économique de cette usine qui multiplie les plans sociaux depuis 2002. Fabien Engelmann dans un entretien sur le site du NPA affiche fièrement la stratégie prétendument révolutionnaire : débrayage « symbolique » quelques heures par semaine, en attendant « une journée nationale de grève ». Résultat les licenciements auront bien lieu. Dans son intervention, le syndicaliste, d'ailleurs l'a déjà acté puisqu'il dit que « la véritable solution serait l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits », jolie ritournelle sans conséquence en période électorale... (1)

Les opportunistes comme Fabien Engelmann, syndicalistes et aspirants aux fonctions électives, il s'en trouve malheureusement des centaines et des milliers dans ce pays, et quiconque a participé aux mouvements sociaux de ces dernières années, sait que ce sont eux qui plombent les luttes et les envoient dans le mur. Toujours entre deux échéances électorales, ils ont des intérêts divergents de la masse des salariés, privilégient les stratégies d'alliance avec la gauche social-démocrate dans les collectivités territoriales où celle-ci est aux affaires, lancent des grèves suicidaires en période d'élections professionnelles dans tel ou tel secteur isolé, privilégient les actions symboliques...Toujours engagés dans dix structures de concertation en même temps, ils refusent tout affrontement frontal qui remettrait en cause leurs petites affaires avec le patronat local. Petits boutiquiers de leurs partis respectifs, ils parasitent les AG avec leurs conflits de pouvoir : pendant le mouvement sur les retraites, nombreux sont les salariés qui ont pu assister à cette course à la radicalité, le NPA, le Front de Gauche, le PC ne cessant de surenchérir sur les « actions coup de poing » concurrentes et diviseuses pour finalement s'arrêter tous en même temps quand la bureaucratie nationale a sifflé la fin de la récréation.

Le ralliement d'une partie d'entre eux au Front National va-t-il changer leur comportement ? Non pas du tout.

Tout simplement parce que les fascistes dans la lutte des classes ont toujours adopté la même stratégie que les chapelles gauchistes : radicalisme de façade et collaboration de classes au quotidien.

Ainsi, tout le monde a longuement glosé sur la tirade anti-syndicale de Marine Le Pen pendant le mouvement sur les retraites : les travailleurs légitimes et les bureaucraties corrompues... et la

nécessité de créer de nouvelles organisations. Rien de très différent de ce que peut-être le discours officiel de Sud , qui ne l'empêche nullement d'être désormais une centrale comme les autres.

De la même manière, le Front National aujourd'hui va se battre pour que ses militants puissent trouver leur place dans la CGT, cette organisation de « collabos » qu'il dénonçait trois mois auparavant.

Certes, verbalement, tout ce petit monde fasciste est contre les affreuses réformes décidées par les capitalistes « mondialisés ».

Seulement, dans le programme du Front National récemment mis à jour, qu'il s'agisse de la Sécurité Sociale ou des caisses de retraites , derrière les tirades « pour le petit peuple », on retrouve la notion prétendument objective qui permet TOUTES les réformes en cours : l'existence de prétendus « déficits » structurels, dus à la démographie, au chômage de masse...Mais il n'y pas de déficit, simplement les exonérations de charges patronales, en clair la fin du salaire différé : les patrons ne paient plus, voilà tout le problème. L'éternel problème, pourrait-on dire : le vol du travail par le système de l'exploitation salariale. Un problème tout simple, le fondement du capitalisme qui n'appelle rien d'autre que sa destruction. Les fascistes n'ont aucun intérêt à poser cette équation très simple et ne le feront pas plus que les bureaucraties syndicales.

Naturellement, l'arrivée de militants ouvertement fascistes sur le terrain de la lutte des classes va induire un changement quantitatif dans les combats que vont devoir mener les salariés antifascistes, syndiqués ou non.

Le discours antisémite et raciste va se banaliser encore un peu plus : mais cela n'est pas non plus une nouveauté car la tendance existait déjà, et déjà elle était portée par ces mêmes militants d'extrême gauche et leurs organisations , dont certains rejoignent aujourd'hui le camp fasciste. Elle était aussi déjà présente dans le discours et la pratique des bureaucraties syndicales.

Les luttes contre les licenciements massifs en 2008 et depuis ont notamment été marquées par une forte dimension nationaliste et corporatiste, présente aussi dans d'autres pays d'Europe (voir notre [texte sur les grèves à Lindsay](#)). Les thèses corporatistes et interclassistes typiques du fascisme ont été sans cesse mises en avant par les leaders syndicaux, tous préoccupés de la sauvegarde de « nos » entreprises, tous transformés en patrons virtuels à démontrer que la boîte était viable, comme si la mise sur le carreau des travailleurs était justifiable quand la boîte n'est plus rentable.

Quant au poison raciste, il a été utilisé à plein pour maîtriser l'irruption des travailleurs sans papiers à la CGT. La direction nationale, après des années de barrage a été contrainte par la mobilisation massive des premiers concernés de lancer des campagnes nationales et de se positionner politiquement . Mais le combat pour l'égalité et l'autonomie est rude et l'épisode de l'expulsion d'un collectif de la Bourse du Travail de Paris n'a été que l'une de ses expressions. Contrainte d'intégrer également des travailleurs intérimaires, la centrale a tout fait cependant pour cloisonner les luttes entre intérimaires avec et sans papiers qui, pourtant se révoltaient au même moment en 2009, notamment dans des secteurs stratégiques clés comme celui des zones commerciales de l'aéroport de Roissy.

Là encore, l'existence d'une caste de permanents qui cumulent responsabilités politiques et syndicales a joué un grand rôle, en important les dérives idéologiques de l'extrême gauche dans les syndicats. Fabien Engelmann est assez représentatif à ce niveau : un de ses premiers articles pour Riposte Laïque était une défense de Siné, le raciste, l'antisémite, le sexiste applaudi et défendu par toute l'extrême gauche.

Il n'y a donc pas de dérive dans le cas Engelmann, pas d'anomalie, mais une évolution logique : la tendance socio-fasciste de l'extrême gauche chez un opportuniste ordinaire le conduit naturellement au fascisme social de Marine Le Pen, puisque le FN aujourd'hui bénéficie des faveurs médiatiques du moment.

Et si aujourd'hui, c'est le Front National qui a à nouveau les faveurs des médias capitalistes et plus le NPA, ce n'est pas non plus par hasard : en France, le mouvement sur les retraites, mais aussi la multitude de conflits extrêmement durs menés par les salariés dans tous les secteurs, le regain d'action directe offensive démontre une combativité de la classe qui se renforce. Si la bureaucratie a gagné une bataille à l'automne, elle l'a gagnée de justesse face à un mouvement qui ne rejetait pas le syndicalisme et le syndicat mais voulait se réapproprier son outil de combat.

En Europe, partout, des mouvements similaires et beaucoup plus forts dans certains pays ont émaillé l'année 2010, et dans certaines régions, comme en Grèce le conflit ne s'arrête pas.

Ce qui est appelé « révolution arabe » contamine le monde entier, et déjà les pronostics des médias capitalistes et de certains défaitistes « révolutionnaires » sont démentis en Tunisie : le mouvement continue après la chute du dictateur et le syndicat principal a dû renoncer à la participation gouvernementale, mais aussi faire face à l'éclosion de structures autonomes de lutte, les comités locaux qui se sont formés sur la base des besoins quotidiens des habitants mais aussi sur la conscience de la nécessité de la défense armée de la révolution.

Partout, et notamment en Chine, c'est bien le prolétariat qui se dresse à travers des grèves quasi insurrectionnelles et pas des « citoyens ».

La social démocratie ne passera pas, la bourgeoisie en a la preuve chaque jour devant ses yeux : le fascisme est donc l'option presque obligatoire pour détruire le mouvement de l'intérieur.

Mais la faillite d'une extrême gauche depuis longtemps contre-productive, la dérive de ses cadres corrompus, si elle va confronter les prolétaires en lutte à de nouveaux défis, et malheureusement en entrainer certains dans la mouvance fasciste, n'empêche pas que se construise simultanément, dans le combat de classe, l'unité retrouvée du prolétariat.

Pour tous ceux qui n'ont pas de place à prendre ni à perdre dans les instances de la collaboration de classe, rien n'est perdu et tout commence.

(1)Extrait d'un article du NPA, 2009: "Fabien Engelmann souhaite réagir au plan social annoncé chez Umicore, au nom du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) : « La lutte des travailleurs d'Umicore Automotiv s'intensifie. Après leur avoir fait miroiter un avenir radieux, le groupe Umicore a annoncé 63 licenciements aux salariés de l'usine de Florange (ex-Delphi). Pourtant le groupe se porte bien : son chiffre d'affaire est passé de 5,9 milliards d'euros en 2004 à 9,2 milliards d'euros en 2008. Les salariés jugent d'autant plus inacceptable le montant des indemnités de licenciement de 8 000 € plus 300 € par année d'ancienneté proposé par la direction. Ils s'organisent avec les syndicats CGT et FO. Chaque semaine, une action symbolique accompagnée d'un débrayage d'une heure a été prévue en attendant la journée de grève du 27 mai. Bien sûr, la vraie solution serait d'interdire les licenciements car toute la richesse de ce groupe a été créée par les travailleurs et seule les actionnaires vont se remplir les poches. Cela suffit ! ».

KADHAFI SOCIAL-FASCISTE! TYRAN TON PEUPLE AURA TA PEAU!

En France, nous sommes au seuil du fascisme.

La gauche "laïque" se confond avec la droite extrême, la droite extrême se socialise. Toutes deux parlent de 3ème voie. Il n'y en a pas.

SOCIALISME POUR TOUS OU CHAOS FASCISTE, pas d'autre alternative

Ailleurs dans le monde, le vent révolutionnaire souffle.

Le socialisme n'existe pas en Lybie sauf dans la tête du délirant Khadafi qui a écrit dans son petit livre vert: "Une personne physique a le droit de s'exprimer même d'une manière incohérente", il faut dire qu'il tient la palme du délire meurtrier.

Le Parti du Travail de Belgique ne sait plus comment justifier son soutien au tyran, les régimes "révolutionnaires" d'Amérique du sud non plus. Plus concrètement, le président nicaraguayen Daniel Ortega a ouvertement apporté son soutien au régime sanguinaire, estimant qu'il était victime d'un «lynchage médiatique afin de faire main basse sur ses richesses pétrolières». Le journal cubain Granma, lui, a titré «Kadhafi dénonce un complot étranger contre la Libye». Aucune allusion à la sanglante répression. En Bolivie, Evo Morales s'est montré un peu plus prudent, appelant le colonel Kadhafi et le peuple libyen «à une résolution pacifique de la crise».

[Le marxisme-léninisme ossifié et à foutre aux chiottes!](#) Il nous faut penser le monde, son avenir à partir de Marx, Engels dont on ne cesse de sous-estimer la valeur, Lénine, Staline, dont on cesse de mettre en avant le prétendu crétinisme, et Mao, dont on pense toujours qu'il a fait cesser la

révolution à son niveau bourgeois alors qu'il avait déjà entrevu le risque de dérivation de la république populaire vers le révisionnisme social-fascisme, avant sa mort.

En somme soyons véritablement communiste, autocritique, voyons le mode de production tel qu'il est, comprenons le monde en ne nous interdisant aucune analyse, aucun auteur qui puissent nous permettre d'avancer et de poser les prémisses du monde nouveau!

Disons ouvertement qu'il est social-fasciste, et plus fasciste tribal que social! Vive la lutte du prolétariat de la Grèce à la Lybie, de la Tunisie au Bahréïn.

Soutenir la révolution internationale en France, c'est d'abord tracer définitivement la ligne de démarcation entre la vieille extrême gauche et nous: ceux qui ont parlé de "complot sioniste" à propos de la révolte iranienne, ceux qui aujourd'hui disent la même chose à mots couverts sur la révolution Lybienne, tous ceux qui osent qualifier de progressiste les amis sud américains de Kadhafi sont du côté de la contre révolution, quels que soient leurs oripeaux rouges et noirs.



La social démocratie, soeur jumelle du fascisme : un nouvel exemple, l'Internationale Socialiste et la Tunisie (Janvier 2011)

Nous avons dit de manière récurrente que la social-démocratie est la soeur jumelle du fascisme. Nous avons même démontré de *manière pratique* ce point dans la [question estivale du racisme anti-Rroms](#), vieille résurgence [de la thèse nazie anti « zigeuner »](#).

Nous avons dénoncé le [programme du NPA](#) et également démontré dans notre brochure « [comment s'opposer au fascisme](#) », les liens entre ces deux concepts que tout semble opposer.

Une nouvelle foi l'actualité nous donne raison, au sujet de l'actuelle révolution tunisienne, dite « de jasmin », sans doute pour atténuer la réalité sanglante des dizaines de jeunes tunisiennes et tunisiens qui perdent la vie chaque jour dans les quartiers, les barricades de fortune, les contrôles de police « poussés ».

Pourquoi pouvons-nous conclure que la social-démocratie est la soeur jumelle du fascisme ?

Définissons la social-démocratie. La social-démocratie est la doctrine actuelle des partis dits « socialistes » au travers du monde. Elle diffère nettement normalement des politiques des partis communistes, bien que l'essentiel des partis « communistes » actuels soient devenus social-démocrates.

Des débats apparaissent au sein de la social-démocratie dès la fin du XIX^e siècle, puisque certains — notamment Eduard Bernstein — proposent une révision du marxisme afin de s'orienter vers le réformisme. Ils sont battus au congrès d'Erfurt de 1899, le dirigeant du SPD August Bebel déclarant : « *Je ne tolérerai pas qu'on brise la colonne vertébrale de la social-démocratie, qu'on remplace son principe : la lutte de classe contre les classes possédantes et contre le pouvoir d'État, par une tactique boiteuse et par la poursuite exclusive de buts soi-disant pratiques* », et Rosa Luxemburg consacra un ouvrage, *Réforme sociale ou révolution ?*, à combattre ce courant. Mais malgré cette défaite immédiate, ils ont posé les fondations de ce qui sera à partir du XX^e siècle le courant social-démocrate. C'est pourquoi les bolchéviques longtemps tendance révolutionnaire du P.O.S.D.R (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) dès 1903 ont changé leur appellation en claquant la porte de ce parti pour devenir dès 1913 le premier parti communiste.

Nous avons expliqué les fondements de la social-démocratie [ici](#).

Les événements tunisiens sont-ils une révolution ? Tout renversement violent de gouvernement n'est pas une révolution. Il ne faut pas confondre les révolutions sociales avec les «révolutions de palais », les coups d'Etat, etc. Ces derniers ne sont qu'un changement violent de l'équipe gouvernementale, qu'un remplacement, au pouvoir, de personnes ou groupes appartenant à une même classe, alors que le trait essentiel d'une révolution sociale, c'est une transformation totale du régime, c'est le passage du pouvoir d'une classe à une autre. Pour l'instant les anciens collaborateurs de Ben Ali cherchent à limiter la révolution sociale et en faire une simple révolution de palais.

Il y a une façon scientifique de trancher les choses. Une révolution est définie par la concomitance de trois faits :

1./ Prise de conscience des masses opprimées de ne plus pouvoir vivre comme autrefois dans une misère grandissante et donc révolte contre le gouvernement (Ce fut le cas en 1789 et aujourd'hui en Tunisie) ;

2./ Vacance du pouvoir où l'ancien pouvoir politique se délite, ne semble plus avoir la main sur les événements (c'est le cas en Tunisie où Ben Ali a fui sans demander son reste), malgré des tentatives d'union nationale, d'ouverture ;

3. / Volonté des masses opprimées de risquer de perdre les maigres acquis dans une lutte violente contre les forces de l'Etat en place, en somme de la perte du maigre confort acquis. C'est le principe de l'abnégation que nous démontre aujourd'hui une majorité des tunisiennes et des tunisiens.

Gonzalo décrivait ce que devait être le processus révolutionnaire contemporain : « Mobiliser les masses pauvres des villes, qui vivent dans les quartiers pauvres et les bidonvilles, contre la faim et la misère, qu'ils combattent pour le programme de la révolution; les convoquer à la guerre populaire; qu'ils arrachent des conquêtes et des droits foulés aux pieds chaque jour davantage, ne pas permettre qu'on leur porte des coups impunément; qu'ils apprennent à se défendre, qu'ils résistent à l'agression de l'ennemi en employant tous les moyens dont ils disposent; appliquer la consigne: "Combattre et résister!" qui est la consigne commune à toute la classe. Mobiliser les jeunes afin qu'ils participent directement, en première ligne, dans les tranchées de combat de la guerre populaire; jeunes ouvriers, paysans, étudiants; qu'ils mènent leur lutte pour un monde nouveau, pour leur droit à l'éducation, contre le manque de travail et tous les autres maux qui les affligent. Faire participer activement les enfants à la guerre populaire; ils peuvent réaliser différentes tâches à travers lesquelles ils comprendront la nécessité de transformer le monde. Ils sont l'avenir et, finalement ce sont eux qui vivront le monde nouveau.» (La ligne de masse).

Ce texte ne nous rappelle-t-il pas la situation de la jeunesse tunisienne actuellement en combat ! Quelque chose tremble dans ce monde en ce moment depuis les années 2000. La guerre de l'eau en Colombie en 2000, les soulèvements argentins de 2002, la révolte des mineurs de Gafsa en Tunisie dès 2008, sans compter les émeutes de la faim en Egypte, Ethiopie, Mozambique, Maghreb en 2009-2010, le soulèvement grec depuis 2009, les manifestations islandaises en 2010. Ce qui trouble c'est l'ordre ancien, ce que se profile c'est l'ordre nouveau. Qui tremble ? La bourgeoisie ! Qui fait trembler ? Les masses laborieuses, Marx et Engels le savaient déjà dès l'écriture du Manifeste en 1848.

Cela ne veut pas dire pour autant que la révolution tunisienne arrivera à terme et renversera définitivement les anciens nœuds de Ben Ali pour réaliser une révolution sociale fût-elle bourgeoise. Cela personne ne peut le savoir pour l'heure. En effet, il n'existe pas actuellement en Tunisie de parti important réellement prolétarien capable d'organiser les masses, mais la révolution nationale et démocratique est le pas franchi qui permettra une révolution des masses les plus opprimées.

Les opportunistes, ceux qui veulent s'inscrire dans les traces laissées par la brusque révolte du peuple et qui veulent accrocher le wagon révolutionnaire après avoir pris le temps de voir si « la mayonnaise prend », se réveillent doucement en France. .

La « gauche » française soutient désormais le peuple tunisien mais on serait tenté de demander comment?

En France, désormais, *mais désormais seulement*, on salue le peuple tunisien et même la presse nationale est obligé de suivre le mouvement. La presse découvre, ab a brupto pour elle, la révolte puis la révolution. Il n'y a jamais de brusque révolte, il y a un débordement à un moment où un phénomène qui couvait déjà . L'opposition à Ben Ali est ancienne, elle date de l'éviction de Bourguiba et même une importante opposition existait déjà auparavant.

Seuls les médias pétris dans une métaphysique idéaliste de comptoir pensent que les révolutions fleurissent de nulle part, portent parfois leur fruits, sans voir d'abord le germe éclos d'un bulbe profondément enterré . L'essentiel a lieu bien en amont de la démonstration de force ou de l'événement déclencheur d'une révolte qui devient révolution. La presse découvre au petit matin un champignon qui a poussé dans la nuit et pense à la génération spontanée, sans penser aux rhizomes souterrains qui sont présents depuis longtemps.

Mais pourquoi disons-nous dans ce cas que la social-démocratie est la soeur jumelle du fascisme dans le cas précis de la Tunisie ?

Le texte d'hier de l'Internationale Socialiste (qui regroupe la majorités des PS mondiaux) parle de lui-même : « ***Une décision a été prise par le président en accord avec le secrétaire général, conformément aux statuts de l'Internationale socialiste, de faire cesser l'adhésion du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) de Tunisie. Cette décision, dans des circonstances exceptionnelles, est conforme aux valeurs et principes qui définissent notre mouvement et à la position de l'Internationale sur les développements dans ce pays.*** ».

Difficile de faire plus bref. Néanmoins, il semble évident que les dits "partis socialistes", donc « de gauche » ont pu soutenir Ben Ali, autocrate qui a placé sa famille et belle-famille au pouvoir en laissant mourir de faim son peuple.

Ben Ali était un autocrate parvenu qui a, par une révolution de palais, évincé un leader historique de la libération tunisienne. C'est un militaire formé à Saint-Cyr en France, il tenait son pays d'une main de fer, sa police tirait depuis longtemps à balles réelles sur son peuple. ***En 1999, il propose une réforme qui supprime la limite des mandats présidentiels introduite en 1988 et allonge l'âge maximal pour se porter candidat à 75 ans. Validée avec un score de 99,52 %, au cours du premier référendum de l'histoire du pays tenu le 26 mai, elle permet au président Ben Ali de pouvoir se représenter à deux reprises pour terminer son mandat en 2014. En 2003, il interdit radios et télévisions privées. En 2005, le parlement vote une loi d'irresponsabilité juridique totale du Président.***

Sur le plan international, Ben Ali se félicitait du dynamisme économique de la Tunisie et vantait les mérites du capitalisme. La France ne savait que saluer celui qui s'est opposé dès 1991 aux islamistes.

Pourquoi l'Internationale Socialiste n'a-t-elle pas exclu le parti de Ben Ali, le RCD, avant ?

Martine Aubry dit qu'elle l'avait demandé dès 2008, François Hollande, secrétaire général du PS de 1997 à 2008 et représentant le PS à l'I.S., se précipite aussi pour dire qu'il l'avait demandé. Quelles preuves ? ***Il n'y a en pas et il n'y en aura jamais car l'internationale socialiste produit sans doute des Procès-verbaux de réunions comme toute organisation, mais elle sera bien en peine de démontrer que le PS français voulait l'éviction de Ben Ali de l'I.S.. On nous opposera sans doute qu'il s'agit de « documents internes » qui n'ont pas lieu d'être diffusés.***

Lionel Jospin, Premier Ministre d'alors, a ciré les pompes de Ben Ali en Octobre 1997. Extraits choisis de son discours disponible [ici](#) (c'est nous qui soulignons) :

« Je suis heureux de vous accueillir pour votre deuxième visite d'Etat en France. La relation entre nos deux pays est une relation de proximité fondée avant tout sur l'amitié et l'estime réciproques entre nos deux peuples.... Les qualités intrinsèques de votre nation sont une garantie pour l'avenir. D'ailleurs, les performances de votre économie, comme la sécurité dont jouit la Tunisie, créent les conditions d'un développement durable, et confiant que la France continuera à soutenir....Cet ancrage économique à l'Europe, vous l'avez voulu, comme nous, fort et fondé sur le respect mutuel. En faisant ce choix, vous savez que, sur le plan politique, il vous conduira vers une ouverture toujours plus grande aux valeurs de la démocratie et du pluralisme. Je m'en réjouis. Votre visite d'Etat me fournit l'occasion d'affirmer l'engagement à vos côtés de mon gouvernement dans cette période de transition cruciale pour la Société tunisienne. [L'accord-cadre franco-tunisien] contient des objectifs précis pour aider à la mise en place d'un environnement favorable aux investissements, à leur multiplication et à la modernisation de l'industrie..... La proximité de nos idéaux de tolérance et de solidarité, l'attachement réciproque de nos deux peuples, notre histoire commune, notre foi en l'avenir font de nos deux pays des partenaires que tout rapproche. Permettez-moi de conclure avec une phrase de l'écrivain tunisien Ezzedine Mestiri: " La Tunisie est une presque île et le presque en est de trop. Cette terre conquise et reconquise mille fois n'a pu retenir ses hommes que par strates et par les contraintes de la diversité. Cette altérité a forgé chez le Tunisien, un caractère détendu et surtout un sentiment d'être toujours à l'étroit dans ses rêves". Je me félicite, Monsieur le Président, que vous ayez fait avec nous et pour votre pays le rêve de l'Europe. Je crois pouvoir vous assurer que vous n'y serez pas à l'étroit. ».

On notera le long discours sur la politique économique, **SANS évoquer la situation interne de la Tunisie**, si ce n'est de dire à Ben Ali que la conception de la France sur la tolérance et la solidarité était identique et de souligner que la sécurité acquise, au détriment de quelques centaines de morts sans doute de la police politique, rassurait les investisseurs.

La Tunisie était donc un « pays de rêve » pour l'européen néo-colonialiste.Ce dernier après avoir puisé les ressources naturelles sous l'autorité française pendant sa colonisation, après avoir exploité les tunisiens dans les usines de France (à un tarif moindre que l'ouvrier français) allait y bronzer tranquillement. Avec l'indépendance venue, la Tunisie ouvrait ses portes aux entreprises françaises et aux touristes bourgeois qui peuplaient les palaces de Tunis. Voilà ce qu'était la Tunisie pour Jospin.

Dominique Strauss-Khan président du FMI, mais membre du PS, a été reçu en grande pompe par Ben Ali en Octobre 2008 et à déclaré : *« L'économie tunisienne va bien (...) la politique économique qui est conduite est saine, et je pense que c'est un bon exemple à suivre pour les pays émergents »* ; si l'économie va bien, tout va bien sans doute et effectivement les interventions musclées de la police, les brimades, les tortures, les camps ne sont que des aléas qui concourent à la bonne santé économique.

La palme du cirage de pompe revient à Bertrand Delanoë, maire PS de Paris, qui a déclaré en mars 2010 que la Tunisie *« non seulement est sur la bonne voie, mais elle réussit mieux que les pays comparables et parfois même mieux que des pays dits développés en terme de croissance. Le Président Ben Ali en 1987 a permis qu'il y ait une évolution, une transition sans rupture et sans qu'il n'y ait de heurts entre les Tunisiens eux-mêmes ».*

Les tunisiens seront ravis de l'apprendre, qu'il y a eu transition sans rupture vers la modernité et sans heurts pour Delanoë, mais sans doute grâce à la police secrète de Ben Ali dont tout le monde sait qu'elle épiait en France même les nationaux tunisiens, avec la complicité des autorités françaises.

Frédéric Mitterrand , ministre de la culture de l'actuel gouvernement, possède la double nationalité car Ben Ali l'a lui a accordé suite aux bonnes relations franco-tunisiennes. Le 10 janvier 2010, après la répression sanglante et la mort de Mohamed Bouazizi , il déclare sur Canal +: « *« Dire que la Tunisie est une dictature univoque comme on le fait si souvent me semble tout à fait exagéré ».* Voyant l'opinion évoluer et la révolution poindre ce dernier déclare ce jour à Paris Match en parfaite contradiction avec ce qu'il avait dit il y a dix jours : *« Il se trouve que, sans doute peut-être, le régime a essayé de me récupérer en me donnant la nationalité, mais je n'ai pas fait de compromis, aucun. Jusqu'au bout, presque au bout, juste avant les massacres, j'ai pensé, comme pas mal de gens, que la meilleure manière de protéger ceux auxquels j'étais attaché -et ça représentait tout le peuple tunisien et notamment les opposants- était de ne pas braquer un régime dont je connaissais parfaitement l'autorité ».* **Ne lui manque plus que la cape du super-héros ou la médaille du juste !**

Dans un esprit néo-colonialiste affiché, le Premier Ministre François Fillon n'a pas hésité à déclarer hier à l'Assemblée Nationale qu'il *« fallait accompagner la Tunisie sur la voie de la démocratie ».* Puissent les tunisiennes et tunisiens entendre ce message et refuser tout impérialisme colonialiste de la France.

Les faits parlent d'eux même au sujet de la social-démocratie.

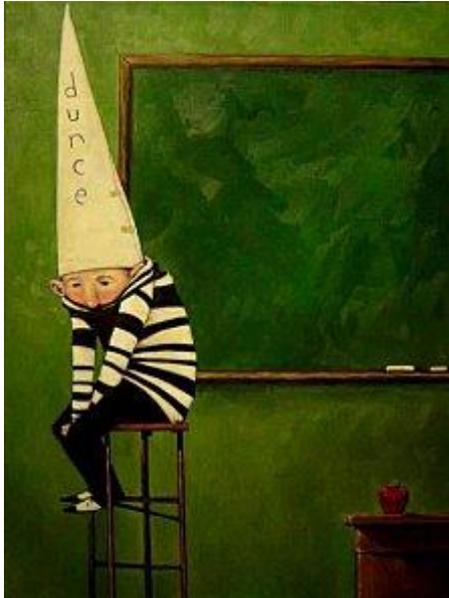
Le plus court chemin vers le fascisme et la dictature ne passe pas forcément par Marine (Lepen), mais peut-être par Martine (Aubry)...ou demain par Ségolène, ou Dominique, comme le démontre l'historique de la social-démocratie tout au long du siècle passé et au début de ce siècle à venir.

Nous rendons hommage, nous saluons , la mémoire de Mohamed Bouazizi (Tarek de son vrai prénom) qui s'est immolé à Sidi Bouzid en signe de désespoir après avoir été giflé une nouvelle fois par un policier et s'être vu confisquer une charrette parce que son étal de fruits et légumes n'était pas déclaré à la sous-préfecture. Il a décidé de s'immoler après avoir vu le gouverneur, pour plaider sa cause, en vain.

Ben Ali vient le voir sur son lit d'hôpital le 28 décembre et il est un dictateur aux abois, il finit par comprendre que le jeune homme était devenu un martyr de la révolte. Ce jour-là, le dictateur accueille la mère de « Mohamed » au palais présidentiel, lui promettant 20.000 dinars (10.000 euros) et même un travail pour Leila, la sœur de « Mohamed », diplômée niveau bac +3 mais toujours au chômage et « Mohamed » meurt le 4 janvier 2011, la révolution débute alors...

VIVE LE PEUPLE TUNISIEN EN LUTTE !

Thilo et Ursula Sarrazin , socio-démocrates et honorables professeurs en néo-fascisme (janvier 2011)



Thilo et Ursula Sarrazin sont deux membres de longue date du SPD allemand. Institutrice , Mme Sarrazin se trouve confrontée à une fronde des parents de ses élèves qui dénoncent le calvaire quotidien que ceux-ci subissent du fait de ses méthodes et conceptions réactionnaires, longtemps acceptées par sa hiérarchie. Elle maintient cependant sa version des faits, selon laquelle ce sont les enfants d'origine turque qui posent problème notamment en faisant baisser le niveau général de l'école allemande.

Thilo Sarrazin est ex-haut fonctionnaire de la Bundesbank. En 2010 Thilo Sarrazin a sorti un pamphlet "Deutschland schafft sich ab " (l'Allemagne court à sa perte). Dans cet "essai" il remet en cause la notion de "multi-Kulti", le concept multiculturel ancré dans la société allemande.

Dans la revue *La lettre internationale* du 4 octobre 2010, il persiste et déclare: *«Nous n'avons pas besoin de gens qui vivent des prestations sociales d'un pays qu'ils rejettent, qui ne se sentent pas concernés par l'éducation de leurs enfants, et produisent à la chaîne des petites filles voilées. Cela vaut pour 70% des Turcs et à 90% des Arabes de Berlin. Un grand nombre d'Arabes et de Turcs de la ville, dont le nombre a dramatiquement augmenté en raison d'une politique inconséquente, n'ont aucune fonction productive à l'exception de la vente de fruits et légumes. Alors que les familles d'immigrés d'Europe de l'Est, du Vietnam, de Chine ou de l'Inde se sont intégrées en une génération, les enfants et petits -enfants de Turcs et d'Arabes n'arrivent pas à parler allemand correctement et ne réussissent pas à l'école.»*

Ce pamphlet est en tête des ventes en Allemagne depuis plusieurs mois. Comme Eric Zemmour en France, Thilo Sarrazin peut à la fois se présenter comme une victime du « politiquement correct » et en même temps être invité par les médias qu'il dénonce en permanence.

Comme Eric Zemmour, Thilo Sarrazin prétend s'appuyer sur le réel , sur l'expérience « concrète » de son épouse institutrice, pour battre en brèche les conceptions prétendument désastreuses des « ex soixante-huitards » sur l'éducation des enfants, qui prévaudraient en Allemagne.

Comme Manuel Valls, ou Ségolène Royal, il prétend incarner la gauche historique, dont les valeurs seraient en fait patriotiques et autoritaires.

Thilo et Ursula Sarrazin sont en effet membres du SPD, parti lui-même membre de l'Internationale socialiste comme le parti de Ben Ali (exclu seulement mercredi).

Avec le succès du livre, les deux se prétendent en accord avec le « peuple allemand », qui en aurait assez de la gauche « libertaire » et « laxiste ».

Pourtant, une adolescente de treize ans est à l'origine d'une riposte qui démontre que le « peuple » en question a encore son mot à dire : lors d'une fête des écoles, la jeune fille, choisie pour prononcer un discours, a mis en cause Ursula Sarrazin, en révélant la terreur que celle-ci faisait régner dans sa classe. Depuis , des dizaines d'anciens élèves et leurs parents osent s'exprimer sur le calvaire infligé à leurs enfants par l'institutrice, calvaire non uniquement réservé aux enfants d'immigrés mais à tous les gosses de l'école plutôt populaire ou elle enseigne.

Beaucoup de parents ont témoigné de leurs lettres et de leurs avertissements adressés au SPD, et restés sans réponse concernant les agissements d'Ursula Sarrazin.

Ursula et son époux, face à cette réaction populaire directe que les médias n'ont pu passer sous silence, n'ont exprimé aucun regret, aucune critique, au contraire ils dénoncent les parents dans leur ensemble, parents « contaminés » par les « étrangers » et responsables de l'esprit de fronde de leurs enfants, .

Ursula Sarrazin déclare ainsi : «*Dans une certaine classe, deux ou trois parents d'origine turque médisent à mon sujet*», encouragés par «*la direction de l'école et un certain professeur (qui) ont monté cette classe contre moi, en me critiquant devant les enfants alors que je n'étais pas là*», a-t-elle affirmé dans la presse allemande hier et d'ajouter: «*Tout le monde sait que mon mari a gagné plus d'un million d'euros avec son livre. Forcément cela crée des jalousies*».

Pourquoi s'intéresser aux époux Sarrazin et à ce qui se passe en Allemagne ?

Tout simplement parce que leurs thèses sont celles de l'ensemble de la social-démocratie européenne et surtout parce qu'ils se prétendent l'expression de la gauche du « peuple », étouffée par les « élites bien pensantes ». Depuis le congrès de Villepin, en France, le parti socialiste, mais aussi de nombreux élus communistes, défendent leur positionnement réactionnaire et fasciste de la même manière en s'abritant derrière une prétendue volonté populaire. De Ségolène Royal qui proposait que les militaires s'occupent des « enfants difficiles », à Patrick Braouezec, longtemps PCF, aujourd'hui écologiste qui dénonce un prétendu « racisme anti blancs » des enfants d'origine immigrée, les politiciens prétendument progressistes et du côté des ouvriers tiennent ainsi les mêmes discours et proposent les mêmes choses que l'extrême-droite.

L'hégémonie médiatique dont ils bénéficient permet la diffusion de leurs idées et de la haine raciste, et décomplexe la petite bourgeoisie effectivement attirée par les idées fascistes mais qui cherche à leur donner une apparence respectable.

Ce que pense et vit réellement le prolétariat est passé sous silence, et violemment attaqué par ces mêmes socio- démocrates lorsqu'une lutte le fait émerger, comme le montrent les insultes proférées par les Sarrazin contre les parents en colère.

Les racines de cette stratégie remontent loin dans l'histoire européenne de la trahison du mouvement ouvrier, et remonter au début du 20ème siècle est important pour comprendre les enjeux du moment

L'histoire du SPD est l'histoire de la plus sourde trahison du prolétariat de l'histoire occidentale. Lors de la Première Guerre mondiale, le groupe SPD du Reichstag vote les crédits de guerre, ce qui pousse certains membres du parti à critiquer ce qu'ils considèrent comme une trahison des principes du SPD. Cette décision du SPD le 4 août 1914 de se rallier à la guerre, est décrite par Rosa Luxemburg comme « une déroute politique et morale allant jusqu'à l'anéantissement, un effondrement inouï ». Cette contestation aboutit à des exclusions massives (dont celles de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Hugo Haase, Karl Kautsky, Paul Levi, Otto Rühle, Clara Zetkin, ...), et à l'apparition de mouvements dissidents : l'USPD (Unabhängige SPD, SPD indépendant) et le Spartakusbund (Ligue Spartakiste, ancêtre du KPD).

A l'époque déjà, les majoritaires attaquent les militants révolutionnaires qui s'en tiennent à l'évidence, la ligne classe contre classe et le refus d'envoyer des millions de prolétaires à l'abattoir de la guerre impérialiste, comme des « traîtres » à la volonté du peuple qui selon eux, s'exprime dans les manifestations de ferveur patriotique de masse du début de la guerre.

A l'époque déjà, le discours du SPD est le même qu'aujourd'hui : ce ne sont pas les socio- démocrates qui haïssent les étrangers, ce ne sont pas seulement eux qui veulent défendre la mère patrie mais le « peuple » tout entier. Les militants révolutionnaires qui défendent au contraire l'internationalisme, et l'alliance de tous les prolétaires contre la bourgeoisie et ses institutions sont qualifiés d'utopistes éloignés des masses.

A peine trois ans plus tard, la révolution éclate en Russie, et les socio-démocrates qui tentent là bas aussi de maintenir à tout prix la poursuite de la guerre sont balayés en Octobre par la volonté prolétaire d'en finir une fois pour toutes avec la boucherie impérialiste.

En Allemagne à nouveau le SPD se déchaîne contre les bolcheviks au nom de la défense de la « démocratie » contre la dictature des Soviets. L'un d'eux Kautsky publie une brochure saluée par la bourgeoisie allemande, qui explique que la défense de la démocratie bourgeoise est aussi la défense du prolétariat.

Dans sa réponse Lenine explique que les institutions démocratiques bourgeoises ne sont jamais que la démocratie pour une seule classe, et la dictature pour les opprimés. Il affirme que les ouvriers et les exploités en viennent toujours à briser cet appareil démocratique dont ils finissent par percevoir la nature exacte.

Lenine n'a pas fini sa brochure que la révolution éclate en Allemagne. Elle ne sera brisée que par l'alliance du SPD et de la bourgeoisie, qui se traduira notamment par l'assassinat des militants révolutionnaires. Dans l'affrontement en cours, les socio-démocrates n'hésiteront pas à collaborer concrètement avec les forces fascistes allemandes, notamment les milices militaires.

Bien plus tard, en 1966 le parti forme une Grande Coalition avec les partis chrétiens (CDU et CSU) sous le chancelier Kurt Georg Kiesinger (CDU). Après les législatives de 1969, le SPD change de partenaires et forme une Coalition social-libérale avec le parti libéral FDP.

Dans les années 70, il fera naturellement parti de ceux qui qualifieront le mouvement de classe notamment étudiant de « terroriste », de ceux qui couvriront la répression sanglante contre ce même mouvement.

En somme ce parti a toujours été antiprolétarien, il n'est donc pas étonnant de voir les Sarrazin y être comme des poissons dans l'eau.

Aujourd'hui à nouveau, le SPD prétend que les institutions bourgeoises et notamment l'école seraient au service du peuple allemand et menacés par la partie du prolétariat d'origine étrangère.

Et cet appel à la défense de la démocratie bourgeoise se révèle pour ce qu'il est : un soutien aux institutions répressives mises en place par le capitalisme contre les prolétaires, un soutien à la répression quotidienne contre leurs enfants, notamment dans le cadre de l'école, répression que l'institutrice du SPD mène aussi bien qu'une institutrice fasciste.

Et inévitablement, à l'horizon du discours social-démocrate, c'est la logique fasciste qui se dessine, et l'antisémitisme qui parachève l'édifice

Dans son livre Thilo Sarrazin déclarait aussi :

"Tous les juifs partagent un gène particulier, les Basques ont des gènes particuliers qui diffèrent des autres".

Ces propos s'ils avaient été tenus par un homme d'extrême droite déclaré auraient naturellement été condamnés unanimement par les médias et les politiques. De la même manière qu'en France, Marine Le Pen est dénoncée pour une phrase sur les musulmans, alors que la même phrase, voire une diatribe beaucoup plus brutale sera présentée comme un « objet de débat » acceptable si elle est dite par Manuel Valls, par Eric Zemmour ou par un député PCF.

La social-démocratie n'est donc pas seulement « perméable » au fascisme, ses représentants ne sont pas seulement victimes de la fameuse « lepénisation » des esprits. Bien souvent, ils sont l'avant-garde du fascisme, sa tête de proue, capables de faire avancer ses idées bien plus efficacement que n'importe quelle autre force politique, notamment à cause de leur pénétration dans le mouvement ouvrier.

Ils sont aussi le plus sur rempart contre la réaction antifasciste autonome du prolétariat qu'ils peuvent réprimer et faire taire à la base, dans les structures mêmes ou elle devrait pouvoir s'organiser. En témoigne l'expérience de ces parents qui ont cherché l'appui du SPD, qu'ils pensaient de gauche pour dénoncer les maltraitances infligées à leurs enfants au nom d'idées réactionnaires sur l'éducation, et n'ont trouvé que le mépris du parti de « gauche ».

Mais le rôle des politiciens socio-démocrates n'est pas seulement dicté par le racisme et l'antisémitisme qu'ils assument de plus en plus ouvertement : en dernier ressort, c'est bien la destruction de l'ensemble du mouvement de la classe ouvrière qui leur importe, bien qu'ils puissent à certains moments se présenter comme des défenseurs authentiques et de gauche de « leur » peuple.

Thilo Sarrazin n'en est pas à son premier "impair". Au printemps 2008, lorsqu'il était encore responsable de l'assainissement budgétaire de Berlin, il ne faisait pas dans le feutré. Le social-démocrate avait affirmé que les chômeurs étaient trop gros et présenté à la presse un menu, qu'il a affirmé avoir testé à la maison avec sa femme, permettant au bénéficiaire du Hartz-IV (allocation de chômage de fin de droit) de se nourrir convenablement pour moins de 5 euros par jour. Et pour ceux qui reprochaient à la ville que la température des logements sociaux n'excédait pas 16°, il recommandait de mettre un gros chandail.

Déjà dès les années 70 Thilo avait sorti un livre (*Krise und Planung in marxistischer Sicht: Das Beispiel Habermas*) qui critiquait l'économie et la philosophie marxiste pour défendre Habermas, un philosophe réformiste qui voulait réinterpréter le marxisme en gommant l'aspect révolutionnaire.



Rien n'arrive donc par hasard.

De la même manière en France, la plupart des politiciens de la gauche souverainiste et auto proclamée populiste, qu'ils appartiennent à la gauche du PS, des Verts, au Front de Gauche ou au PCF, se présentent comme les défenseurs du « peuple français ».

Aucun d'eux ne renonce au discours sécuritaire, tous ont leur « bouc émissaire » privilégié, l'arabe dénoncé sous couvert de lutte contre l'islamisme, le juif dénoncé sous couvert de lutte contre le sionisme pour d'autres.

Tous en appellent à la sauvegarde des institutions démocratiques, « perverties » par le capitalisme mondialisé, au retour vers les « origines » de la République menacée de toutes parts.

Mais tous ont participé à la répression des mouvements sociaux lors des gouvernements de gauche plurielle qui ont précédé l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, tous ont alors utilisé leur contrôle sur les appareils du mouvement ouvrier, syndicats, partis et associations, pour entraver l'organisation autonome des prolétaires contre les attaques capitalistes.

Et tous vont répéter le chantage électoral habituel, en se servant de la marée montante du fascisme organisé : comme en 2007, comme en 2002, ils tenteront de faire croire aux prolétaires qu'ils sont le seul rempart contre l'extrême droite, et qu'à ce titre nous n'avons pas d'autre choix que les prendre avec leur discours et leur pratique raciste, antisémite, anti-pauvres, qui par bien des aspects est pourtant le même que celui de l'extrême droite.

La machine de guerre médiatique fera en sorte que l'alternative soit présentée non seulement comme inévitable, mais aussi souhaitée par le « peuple ».

En Allemagne, la voix d'une jeune fille de treize ans a réussi à ébranler la machine de guerre, et à démontrer que le prétendu succès, la prétendue audience des livres de Sarrazin et de sa compagne ne reflétait pas celle des personnes qu'il prétendait défendre.

Une leçon d'optimisme face au découragement qui pousse souvent les prolétaires à se taire, persuadés qu'ils sont d'être seuls à partager les valeurs et les pratiques antifascistes du mouvement de classe.





POURQUOI LE MARXISME-LENINISME EST A FOUTRE AUX CHIOTTES? PARCE QUE VIVE LE DIAMAT!

Des palpitations cardiaques doivent prendre certains de nos lecteurs à la vue de ce titre, d'aucuns diront que ça y est le révisionnisme social-démocrate nous a gagné, d'autres que l'insurrectionnalisme anarchiste nous a vaincu.

Que nenni!

Qui n'a pas lu dans la presse virtuelle ou papier des orgas marxistes-léninistes (ml) que le "*marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action!*"...paraphrasant ainsi Marx (lettre à Sorge, 29 novembre 1886).

Tous les groupes l'ont écrit, anticommunistes trotskistes compris! Et qui l'applique? Qui par de la situation réelle pour en tirer des conclusions théoriques? Qui part du particulier pour analyser le général? Qui pense le mouvement au lieu de "l'idée fixe"? Qui l'applique?... Personne!

On cite Lénine, Staline, Mao...et on applique à la situation historique une citation d'un autre temps et lieu.

Homme d'action vivant dans l'illégalité, ayant connu la révolution, on peut pas reprocher à Lénine de ne pas avoir pris des notes sur la logique qui soutient le marxisme, dans l'ensemble de ses *cahiers philosophiques*.

Cependant, Lénine l'admet lui-même à Gorki: "*nous eûmes assez peu l'occasion de nous occuper de philosophie dans le feu de la révolution!*" (lettre 25 février 1908). Ni Marx, ni Engels nous ont livré une logique clé en main. Lénine n'a guère eu le temps ayant été sur tous les fronts. Staline ne s'y est pas trop risqué, pas plus que Mao.

Staline et Mao ont surtout posé des exposés clairs du DIAMAT, sans pour autant construire une logique du monde.

On pourra ainsi lire "[matérialisme historique et matérialisme dialectique](#)", ou "[de la pratique](#)" et "[de la contradiction](#)" pour trouver un début de réponse.

Bien entendu il existe un *schéma général, une logique*, que le marxisme puise dans les classiques, une théorie structurée qui peut expliquer le monde de manière entièrement rationnelle. Ceci se résume de manière la plus contractée en: ***tout est matière et la matière même est mouvement continu***. C'est le fondement du DIAMAT, la philosophie la plus rationnelle, la plus scientifique pour comprendre l'univers.

Cette capacité d'appréhender le monde est le fruit d'un long travail de Marx mais surtout, on l'oublie en France, de Friedrich Engels.

En somme le marxisme est un guide pour l'ACTION est donc tout sauf un marxisme-léninisme éculé et voué aux gémonies qui ressasse, ressasse et ressasse encore la révolution, l'ouvriérisme, le grand soir, la grandeur de Cuba, le génie de [Enver Hoxha](#) etc.

L'enquête de terrain, base de la connaissance du monde via l'expérience et l'observation doit faire comprendre que tout est changement. L'investigation dans ce monde doit partir du principe que tout change, qu'il existe des contradictions. La méthode est matérialiste: ces changements, ces

contradictions, ne sont pas dus à des phénomènes "bizarres" ou "fumeux", c'est bien toujours de la matière dont il s'agit. Elle varie dans le temps et dans l'espace.



La matière est grain de sable, univers, table de chevet, mais elle est aussi pensée, conceptions, idéologies qui proviennent de la matière pensante que nous sommes. La méthode est dialectique: tout est inscrit dans un processus de développement quantitatif et qualitatif non continu mais pétri de contradictions. Ce qui apparaît réellement n'est pas la stabilité mais le changement.

Alors quand on pense à la force de cette logique qui décrit la loi universelle de l'univers, tant au niveau des sciences naturelles qu'au niveau des sciences sociales, quand on voit que le socialisme de Marx-Engels, Lénine, Staline et Mao est bel et bien **scientifique**, comment peut-on lire tranquillement les gabegies de "[Partisan](#)", les crétineries de la "[Forge](#)", comment permettre aux anti-communistes trotskistes de la "[vérité](#)", de "[lutte ouvrière](#)" d'égarer les maigres forces communistes de ce pays? Comment permettre à des forums de se revendiquer de cuba "socialiste"? Comment admettre que certains théoriciens disent de la fasciste Corée du Nord qu'il est un régime "stalinien"? Nous interdirons à des miasmes social-démocrates de se revendiquer de la "cause du peuple" et de vendre à la sauvette un titre aussi prestigieux.

Des lignes de force doivent apparaître pour notre groupe: ces thèmes concernant nos lignes prolétarienne, militaire, technologique etc. seront bientôt développées. Armé du DIAMAT (matérialisme dialectique), le meilleur est à venir. Nous ressasserons pas le passé, nous serons la forge de l'avenir, nous penserons la révolution, ses possibilités et ses conséquences.

Nous ne laisserons pas la bourgeoisie de la gauche "radicale" mélenchonienne du [PG](#), ni la petite-bourgeoisie d'extrême-gauche entraver le processus révolutionnaire.

Seule la guerre populaire prolongée servira la révolution.

La priorité est aujourd'hui à la lutte la plus conséquente, la plus radicale contre le fascisme. Nous ne sommes pas un groupe autonome de l'action antifasciste, nous sommes l'action antifasciste en mouvement!

Comité RS2F, Novembre 2011

A	front antifasciste-----14	Mao (Ze Dong)-----7, 24, 37, 38
Allemagne-----4	Front National-----6, 13, 19, 20, 21	Marine Le Pen 2, 5, 6, 7, 20, 21, 34
Antiprolétarisme -----9	Front Populaire----- 11, 12	Marx (Karl) -----10, 23, 26, 37, 38
antisémitisme-----4, 10, 33, 34	G	marxisme ----- 23, 25, 34, 37
Autonomie----- 14	gauche -- 2, 3, 4, 5, 7, 9, 10, 11, 12,	masses -----7, 8, 13, 26, 33
B	13, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23,	médias -- 17, 18, 21, 27, 31, 32, 34
Bellacio (site) -----10	24, 26, 27, 31, 32, 34, 35, 38	Mélenchon ----- 3, 9, 10
Ben Ali -----25, 26, 27, 28, 29, 31	gauchistes----- 14, 20	métaphysique----- 27
Berlusconi-----5	Georges Sorel----- 7	Michel Drac -----2
Bloc Identitaire----- 7, 13, 19	Gollnisch----- 2	militant----- 16, 17, 18
Bompard -----6	Gonzalo-----26	mode de production capitaliste- 4,
boucs émissaires -----2	H	9, 11
boucs-émissaires -----8	Hamas----- 8	Morales ----- 8, 23
bourgeoisie 4, 7, 10, 11, 13, 14, 16,	Hezbollah----- 8	MSI-----5
21, 26, 32, 33, 38	I	Mussolini -----5
C	I.S (Internationale Socialiste)27, 28	N
capitalisme-- 2, 4, 5, 17, 20, 27, 33,	immigrés----- 2, 3, 31, 32	NPA 3, 9, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 25
35	intransigeance-----14	O
Casa Pound -----5	islamisme-----34	OGM----- 2
CGT----- 11, 16, 20, 21, 22	Italie----- 4	optimisme révolutionnaire----- 14
Chavez----- 2, 3, 8, 10	J	ouvriérisme -----11, 37
Chine----- 3, 4, 7, 8, 21, 31	Jean Jaurès----- 2	ouvriers 2, 8, 10, 16, 19, 26, 32, 33
chômeurs ----- 13, 34	Jean-Luc Mélenchon ----- 3	P
classe ouvrière ----- 10, 12, 13, 34	Jean-Marie Le Pen----- 2	P « C »F----- 3, 12
communiste -----6, 7, 12, 24, 25	Jospin -----3, 28	Parti du Travail de Belgique----- 23
conquêtes territoriales-----8	journalistes----- 9	parti unique -----8
conscience ----- 4, 6, 16, 19, 21, 26	Juche ----- 7	patriotisme-----2, 4, 8
Culte ----- 8, 9	juif -----3, 35	paysan-----7
D	K	persécution-----9
Delanoë (Bertrand)----- 28, 29	Kadhafi----- 23, 24	pessimisme----- 16
Dénonciation-----9	khmers rouges----- 7	Populisme -----9
Dieudonné----- 2, 3	Komintern-----12	post-fascisme -----4, 5
E	KPD----- 13, 33	pouvoir--7, 8, 9, 10, 11, 14, 17, 20,
Engelmann (Fabien) 16, 17, 18, 19,	L	25, 26, 27, 28, 34, 35
21, 22	laïcité----- 3	prolétariat4, 6, 7, 9, 10, 11, 13, 14,
ennemi ----- 4, 8	leader ----- 7, 9, 27	16, 17, 19, 21, 22, 24, 32, 33,
F	Lénine-----14, 24, 37, 38	34
Fascisme -----4	LO 17, 18	propagande ----- 11, 12, 18
femmes----- 2, 6	Lulà----- 8	PS 3, 27, 28, 34
Finni (Gianfranco) ----- 5, 6	M	PSOD----- 14
France -3, 4, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13,	Manuel Valls----- 3	R
14, 17, 21, 23, 24, 26, 27, 28,		réalisme----- 14
29, 31, 32, 34, 37		retraite-----2
		Royal (Ségolène) -----31, 32

S

Sarkozy (Nicolas) -----5, 35

Sarrazin (Thilo et Ursula)----- 31

Serge Ayoub -----2

social-démocratie -- 2, 3, 4, 12, 13, 25, 27, 29, 32, 34

social-fascisme-- 4, 7, 8, 11, 16, 24

Soral-----2, 10

Soumission----- 8

SPD ----3, 12, 13, 25, 31, 32, 33, 34

Staline----- 24, 37, 38

Strauss-Khan (Dominique) -----28

syndicalisme révolutionnaire----- 2

T

Théo Sarrazin ----- 3

U

UMP -----3

Z

Zemmour (Eric) -----3, 31, 34

